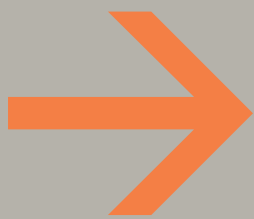


Notre activité en 2007



LA BRANCHE FAMILLE EN BREF

La branche Famille de la Sécurité sociale désigne le réseau des 123 caisses d'allocations familiales (Caf) piloté par la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf). Nommée également « Allocations familiales », la branche Famille a deux missions prioritaires : aider les familles dans leur vie quotidienne et lutter contre la précarité. Elle offre des services sous forme de compléments de revenus, d'équipements collectifs, de suivi et de conseils aux familles.

La Caisse nationale des Allocations familiales est un établissement public qui finance l'ensemble des régimes de prestations familiales. La Cnaf définit également la stratégie de la branche Famille et les axes de la politique d'action sociale. Elle répartit les ressources entre les caisses d'Allocations familiales et réalise les grands investissements institutionnels. La Cnaf anime le réseau des Caf en fournissant des références et des méthodes, notamment dans le domaine des ressources humaines et de l'organisation du travail. Elle nomme les directeurs et les agents comptables des Caf. Elle évalue les organismes et les dirigeants de la Branche.

Le conseil d'administration de la Cnaf définit la politique de la branche Famille, vote les budgets et contrôle l'activité du directeur et de l'agent comptable. L'État le consulte en matière de réglementation.

Le directeur de la Cnaf prépare et exécute les décisions du conseil d'administration. Il pilote les services de la Cnaf. Il ordonnance les dépenses et exerce une tutelle, notamment budgétaire, sur les Caf. C'est lui qui nomme les directeurs de Caf, sur proposition des conseils d'administration, à partir d'une liste qu'il a établie.

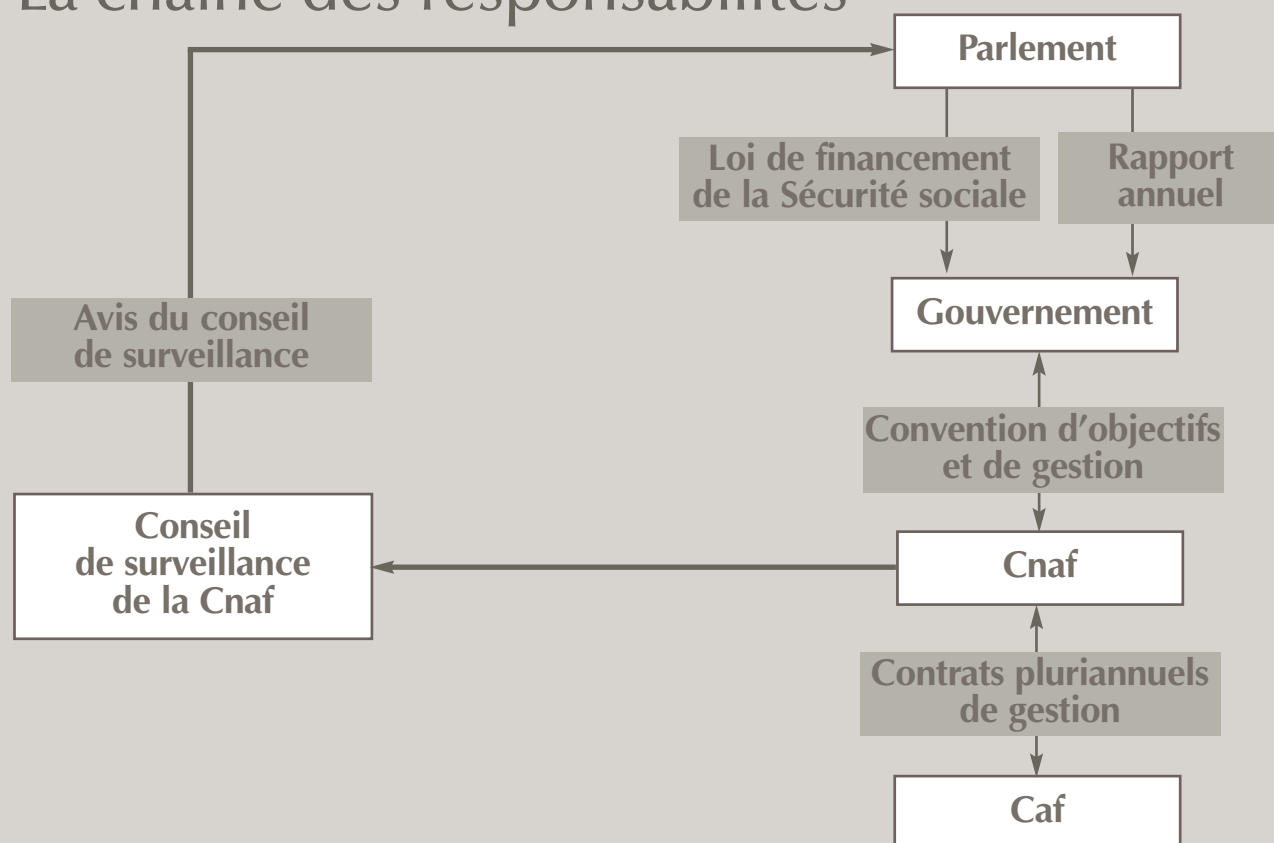
Les 123 caisses d'Allocations familiales sont des organismes de droit privé qui assurent une mission de service public régie par le Code de la Sécurité sociale. Les conseils d'administration des Caf définissent la politique de leur organisme en cohérence avec les orientations nationales.

La branche Famille fait partie du régime général de la Sécurité sociale, créée le 4 octobre 1945. Les autres branches de la Sécurité sociale sont : la Cnamts (Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés), la Cnavts (Caisse nationale d'Assurance vieillesse des travailleurs salariés) et l'Acoss (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale).

La branche Famille est placée sous la tutelle du ministère chargé de la Sécurité sociale ainsi que sous celle du ministère chargé du Budget. Le ministère chargé du Logement est, quant à lui, directement impliqué dans les activités de la Branche pour les aides relevant de sa compétence. La Cour des comptes et l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) exercent également leur contrôle sur la branche Famille. Depuis 1996, une convention d'objectifs et de gestion (Cog), signée tous les quatre ans, contractualise les relations entre l'État et la Cnaf.



La chaîne des responsabilités



Convention d'objectifs et de gestion (Cog)

Les conventions d'objectifs et de gestion (Cog) ont été mises en place en 1996. Par voie contractuelle et pour une période de quatre ans, l'État fixe aux branches de la Sécurité sociale (Maladie, Famille, Vieillesse et Recouvrement) des objectifs de qualité de service et de productivité quantifiés et soumis à une évaluation.

La Cog 2005-2008 a trois priorités :

- faire de la branche Famille un véritable acteur de la politique familiale ;
- poursuivre l'amélioration de la qualité de service ;
- accroître la performance économique.

Les contrats pluriannuels d'objectifs et de gestion (Cpog) élaborés par chaque Caf doivent adapter les objectifs nationaux aux réalités et aux besoins locaux.

Un conseil de surveillance suit l'exécution de la Cog et transmet son avis au Parlement au moment de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (Plfss).



SOMMAIRE

La branche Famille en bref	2
TROIS QUESTIONS À PHILIPPE GEORGES	5
LES POLITIQUES FAMILIALE ET SOCIALE	6
Les aides en faveur des familles	8
Contribution à la solidarité	16
LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE GESTION	22
Bilan d'étape de la Cog	24
L'activité institutionnelle	30
LES COMPTES DE LA BRANCHE FAMILLE	38
Les équilibres financiers	40
Les dépenses de prestations et d'action sociale	42
LA CNAF, ÉTABLISSEMENT PUBLIC ET TÊTE DE RÉSEAU DES CAF	44
Les instances politiques	46
Le fonctionnement de la Cnaf	54
Annexe : Liste des sigles utilisés	60



Trois questions à Philippe Georges, directeur de la Cnaf



▣ « Les engagements ont été tenus »

Quels sont les faits marquants de l'année 2007 ?

Plus qu'un fait marquant, je veux mettre en avant la multitude d'initiatives et d'expériences lancées par la branche Famille. Plus que l'événement, je veux citer la ligne-force : l'engagement. Par exemple, la Branche a mené des expérimentations sur trois ans pour enrichir son offre de service pour la petite enfance, aider les parents à trouver la bonne information, faciliter leurs démarches... L'enjeu est de mieux répondre aux attentes des familles, à l'heure où la mise en place d'un droit à la garde d'enfant est annoncée.

L'autre exemple d'engagement réside dans les expérimentations du revenu de solidarité active (Rsa) auxquelles la branche Famille participe au côté d'une quarantaine de départements. Le Rsa permettra aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (Rmi) et de l'allocation de parent isolé (Api) qui travaillent de sortir de la pauvreté. Le Rsa devrait être généralisé au cours de l'année 2009.

Enfin, et c'est une bonne nouvelle : après trois ans de déficits, la branche Famille retrouve une situation financière excédentaire. Le risque est, cependant, que l'excédent serve à d'autres politiques ; c'est l'occasion de poser la question : quelle politique familiale pour demain ?

Quel est le bilan de l'exécution de la convention d'objectifs et de gestion pour 2007 ?

C'est un bilan positif. Les engagements en matière de qualité de service ont été tenus malgré une augmentation notable de la charge de travail pour les salariés. La preuve de ce succès ? Une enquête qui montre un taux de satisfaction de 96 % des allocataires vis-à-vis de leur Caf. Des progrès restent néanmoins à faire pour traiter les réclamations des allocataires ayant rencontré une difficulté.

La maîtrise des dépenses d'action sociale aura été

acquise au cours de cette période, non sans tensions dans le réseau des Caf et avec nos partenaires. C'est important parce que nous retrouvons ainsi la crédibilité pour financer le développement de l'offre de garde. Parallèlement, nous avons conservé un niveau d'effort élevé : ainsi près de 10 000 places d'accueil de jeunes enfants ont été créées en 2007.

La politique de contrôle s'est dotée d'un outil majeur pour lutter contre les fraudes : un référentiel national des bénéficiaires qui sécurise les données sur nos allocataires. Nous serons ainsi prêts à la création du répertoire national commun aux organismes de Sécurité sociale.

Pouvez-vous citer quelques uns des enjeux des prochaines années ?

Pour s'adapter à la nouvelle donne de la décentralisation, les Caf se départementalisent à l'horizon 2011. Elles pourront ainsi parler d'une seule voix à leur partenaire principal : le conseil général et offrir un service harmonisé, notamment en action sociale, aux allocataires d'un même département. De même, elles devront mettre en commun certaines fonctions ou certaines activités pour garantir une meilleure efficacité.

Par ailleurs, dans un environnement de contrainte financière, il faut s'assurer que la dépense sociale est effectuée à bon escient : la production de comptes certifiables va dans ce sens. Et, de façon plus générale, il nous faut être capable d'assurer aux pouvoirs publics et aux allocataires que toutes nos opérations sont réalisées avec une sécurité financière maximale. Dans une perspective de cohérence et d'efficacité, le pilotage national, dans une institution décentralisée, est appelé à se renforcer.

Nous poursuivons tous ces objectifs dans un esprit de développement durable qui exige à la fois la préservation des ressources naturelles et l'attention à l'équilibre des personnes.



LES POLITIQUES
FAMILIALE
ET SOCIALE



Les deux grandes missions de la branche Famille :

- accompagner les familles dans leur vie quotidienne ;
- aider les personnes les plus vulnérables.

Ses moyens :

- le versement des prestations légales ;
- des mesures d'action sociale familiale.

 **66,1 milliards d'euros**
de prestations et d'action sociale

 **46,2 milliards d'euros** de prestations
en faveur des familles dont **12,8 milliards d'euros**
pour la petite enfance

Les aides en faveur des familles



En 2007, la branche Famille s'est engagée à aider les familles à mieux concilier leur vie de famille et leur vie professionnelle. Elle a ainsi développé, avec le concours des pouvoirs publics, un ensemble de mesures pour favoriser la création de nouveaux services d'accueil du jeune enfant, améliorer leur fonctionnement par des assouplissements réglementaires et contribuer à la solvabilisation des familles

L'accueil du jeune enfant

Un nouveau plan d'aide pour créer des places de crèche

Cette année a vu le lancement d'un nouveau plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Paippe). Doté de 44 millions d'euros, le Paippe permettra de créer quatre milles nouvelles places de crèche sur des territoires prioritaires d'ici 2010. Il s'adresse aux crèches gérées par des collectivités territoriales, des associations ou des entreprises.

Au moins 10 % de ce fonds est destiné à la création de « crèches de personnels », c'est-à-dire destiné aux enfants des salariés d'employeurs.

Les quatre plans précédents (fonds d'investissement petite enfance – Fipe, aide exceptionnelle à l'investissement – Aei, dispositif d'aide à l'investissement petite enfance – Daïpe et dispositif à l'investissement petite enfance – Dipe) ont permis de financer, au 31 juillet 2007, 117 179 places dont 75 049 nouvelles.

Assouplissement de la réglementation relative aux établissements et aux services d'accueil du jeune enfant et extension du complément de libre choix du mode de garde

Afin de faciliter la création de nouveaux services et améliorer le fonctionnement des équipements existants, le décret du 20 février 2007 a assoupli certaines règles de fonctionnement et a permis la création de microcrèches à titre expérimental.

Une microcrèche est un établissement expérimental pouvant accueillir simultanément neuf enfants au maximum. Cet établissement bénéficie de conditions de fonctionnement assouplies permettant de s'adapter aux besoins de certains territoires : communes rurales de petite taille, zone urbaine sensible, zone d'activité économique, etc.

Le fonctionnement de ces établissements peut être financé soit par les prestations de service d'action sociale : la prestation de service unique (Psu) et la prestation de service du contrat « enfance et jeunesse » (Psej), soit par



le complément de libre choix du mode de garde.

La Psu est une subvention de fonctionnement versée aux gestionnaires d'établissements d'accueil. Elle permet de pratiquer une tarification modulée en fonction des ressources des familles et de mieux adapter la durée d'accueil aux besoins des familles. La Psej est versée dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de financement signé entre une Caf et une collectivité territoriale et/ou une entreprise (employeur).

Le bénéfice du complément de libre choix du mode de garde est étendu aux familles recourant à une « microcrèche » depuis le 1^{er} janvier 2007. Il était auparavant réservé aux parents qui faisaient garder leur enfant par une assistante maternelle ou par une garde à domicile. Ces familles peuvent désormais bénéficier d'une aide forfaitaire variant selon l'âge de l'enfant et les revenus des parents, soit de 281 à 776 euros.

Le contrat « enfance et jeunesse »

Depuis le 1^{er} juillet 2006, les dispositifs contrats « enfance » et contrats « temps libre » ont été unifiés en un contrat « enfance et jeunesse ». Il s'agit d'un contrat d'objectifs et de financement qui peut être signé entre une Caf et une collectivité territoriale et/ou une entreprise (employeur).

Ce contrat vise à promouvoir une politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Il a pour objectif d'harmoniser la réponse aux besoins des familles par un soutien institutionnel visant prioritairement les territoires les moins bien servis.

D'une durée de quatre ans, il permet de financer 55 % des dépenses nouvelles de fonctionnement plafonnées restant à la charge du signataire.

Afin d'accompagner la mise en œuvre du contrats « enfance et jeunesse », le principe d'une diminution progressive des financements a été retenu. Les contrats « enfance » et « temps

Un fonds pour aider ponctuellement à la mise en place du Cej : le Facej

La Cnaf a mis en place un Fonds d'accompagnement du contrat « enfance et jeunesse » (Facej) doté de 20 millions d'euros pour accompagner, de manière ponctuelle sur 2007 et 2008, la mise en œuvre du Cej. Il vise, par des mesures ponctuelles, à améliorer le fonctionnement des structures et des services d'accueil inscrits dans le Cej (informatisation, pilotage, coordination...). Ont accès à ce fonds :

- 1. les structures d'accueil du jeune enfant ayant bénéficié d'une aide à l'investissement mais en attente d'une aide au fonctionnement.
- 2. les équipements (enfance et jeunesse) dont l'environnement répond à des caractéristiques territoriales particulières (« rural fragilisé » et zone urbaine sensible) augmentant leur prix de revient.

En 2007, 13,1 millions d'euros ont été attribués à quatre cent vingt projets dans le cadre du Facej, dont 4,6 millions au titre de la situation 1 et 8,5 millions au titre de la situation 2.

Le fonds continuera d'être actif en 2008.

Un premier bilan montre qu'il est particulièrement bien adapté aux attentes des territoires ruraux. Il correspond toutefois moins aux besoins des zones urbaines (notamment sensibles) et périurbaines.

libre » déjà signés continuent à être financés dans les mêmes conditions jusqu'à leur terme. Puis, afin de ne pas compromettre l'équilibre des structures existantes, les nouvelles règles de financement s'appliqueront progressivement sur la durée du contrat ou sur une durée plus longue, si la transition le nécessite.

Depuis 2006, près de 4 000 contrats « enfance et jeunesse » ont été signés dont 1 900 en 2007.

Renforcement du partenariat avec les entreprises

Pour développer l'accueil des jeunes enfants, la branche Famille a souhaité diversifier son partenariat en apportant son soutien aux entreprises. C'était une des annonces de la Conférence de la famille 2003.

Ce partenariat permet de soutenir le développement des « entreprises de crèches » (c'est-à-dire

gérées par des entreprises) et les « crèches de personnels » (destinées aux salariés d'un employeur). Ces établissements doivent appliquer le barème institutionnel des participations familiales, pour que la branche Famille leur accorde des aides à l'investissement et/ou au fonctionnement.

Au 31 décembre 2007, dans le cadre de l'enveloppe centralisée du Daipe, 84 projets ont bénéficié d'une aide à l'investissement, ce qui permettra la création de 3 619 places de crèches supplémentaires.

Pour développer les « crèches de personnels », les employeurs peuvent signer un contrat « enfance et jeunesse ». Environ quarante contrats « enfance et jeunesse » doivent, chaque année, être signés avec des employeurs.

Afin de permettre à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises de contribuer à la création de « crèches de personnels », ces dernières ont la possibilité de désigner une association ou une entreprise gestionnaire de crèche comme mandataire pour signer un contrat « enfance et jeunesse ».

Le partenariat avec les conseils généraux

Afin de faciliter la mise en place des commissions départementales de la petite enfance, les Caf ont la possibilité de signer avec les conseils généraux des contrats « enfance et jeunesse ».

L'offre de service petite enfance

Pour améliorer l'efficacité de son offre de service petite enfance (Ospe), la branche Famille a participé à des expérimentations au service des familles. Celles-ci font suite aux préconisations du Centre d'analyse stratégique (Cas), qui s'était vu confier la mission de réfléchir au contenu, au périmètre et aux modalités de gestion d'un service public de la petite enfance.

Les expérimentations concernent la mise en place d'un numéro unique d'enregistrement pour un recueil homogène des demandes des familles ; un schéma départemental d'accueil de la petite enfance afin d'analyser les besoins et d'assurer la qualité de l'accueil et la mise en place d'un service individualisé petite enfance afin de mieux informer les familles sur l'ensemble de l'offre.





Cinquante et une Caf participent à ces expérimentations sur trois ans avant leur généralisation.

Les prestations en faveur de la jeunesse

Ces prestations visent à aider les familles les plus modestes à assumer le coût de la rentrée scolaire, à accompagner la scolarité des enfants, à soutenir l'offre d'accueil de loisirs et de vacances des enfants et des adolescents et à favoriser l'accès des jeunes à l'autonomie.

L'accompagnement à la scolarité

La branche Famille a poursuivi en 2007 son engagement en faveur des familles dans le domaine de l'accompagnement à la scolarité. Elle y a consacré près de 24,5 millions d'euros.

Les accueils de loisirs des enfants et des jeunes

La législation relative au régime de protection des mineurs accueillis hors du domicile parental à l'occasion des vacances et des loisirs a évolué en 2007. Les accueils de mineurs relèvent désormais de trois catégories : les

accueils avec hébergement, les accueils sans hébergement, ainsi que l'accueil de scoutisme avec ou sans hébergement. Cette évolution permet de moduler les exigences en matière d'encadrement et de les adapter aux particularités des nouveaux types d'accueil.

Afin de se mettre en cohérence avec cette évolution, la Cnaf a adapté sa prestation de service « centres de loisirs », dans un souci de continuité des aides apportées aux structures d'accueil. La nouvelle prestation de service concerne les accueils de loisirs sans hébergement et s'ouvre à deux nouvelles catégories : les accueils de jeunes et les accueils de scoutisme sans hébergement.

Cette démarche s'est assortie de la diffusion d'une convention type entre les structures et les Caf en septembre 2007. Des contacts ont été pris avec le ministère de la Jeunesse et des Sports afin de mettre à disposition des Caf des données sur les déclarations des accueils de loisirs et des séjours de vacances des mineurs.

En 2007, l'engagement des Caf pour le temps libre des enfants et des jeunes représente un montant de près de 811 millions d'euros, dont 336 millions au titre de la prestation de service « accueils de loisirs ».



811 millions
d'euros
pour
le temps
libre
des enfants

Le soutien à l'autonomie des jeunes

Pour rendre plus facile l'accès des jeunes à l'autonomie, la branche Famille a mis en place le « prêt jeunes avenir » et a adapté la prestation de service socio-éducative dédiée aux foyers de jeunes travailleurs.

Le « prêt jeunes avenir »

Attribué depuis novembre 2007, le « prêt jeunes avenir » (Pja) est destiné, sous conditions de ressources, aux jeunes salariés de 18 à 25 ans, ou à partir de 16 ans s'ils sont apprentis.

Les jeunes salariés doivent depuis moins de trois mois :

- avoir signé un contrat de travail ou d'apprentissage ;
- avoir une lettre de promesse d'embauche ;
- être titularisés dans la fonction publique.

Le Pja est d'un montant maximum de 5 000 euros, remboursable sur une période de deux à cinq ans, sans intérêts pour l'emprunteur et sans frais de dossier. Les intérêts sont pris en charge par la Caf.

C'est l'organisme bancaire La Société générale qui, après analyse des dossiers, décide de l'attribution du prêt, de son montant et de la durée de son remboursement.

L'évolution de la prestation de service socio-éducative des Fjt

Face à la complexité croissante des situations des jeunes, la prestation de service (Ps) socio-éducative pour les foyers de jeunes travailleurs (Fjt) a été adaptée en 2006. Cette évolution prend en compte les nouvelles exigences des Caf à l'égard du projet socio-éducatif des foyers et les compétences demandées aux personnels socio-éducatifs contribuant à sa mise en œuvre.

En 2007, un groupe de travail Cnaf-Caf a assuré un suivi de la réforme et a élaboré des outils en direction des Caf. Un référentiel d'évaluation du projet socio-éducatif des Fjt a été diffusé au réseau des Caf en juin 2007.

109 Caf soutiennent la fonction socio-éducative de 450 Fjt accueillant près de 100 000 jeunes.

En 2007, le montant global de la prestation de service atteint plus de 19 millions d'euros. Celle-ci est complétée par des aides au fonctionnement et à l'investissement.

L'accompagnement de la fonction parentale

En 2007, la branche Famille a accompagné les parents, en développant d'une part un ensemble d'actions visant à conforter les compétences parentales, à favoriser les liens enfants-parents, les échanges entre parents, et d'autre part, en mettant en place de nouvelles mesures de prestations familiales.

Les relais assistantes maternelles (Ram)

Lieux d'échanges et de rencontres entre assistantes maternelles, enfants et parents, ils constituent un service d'information, d'orientation et d'accès aux droits. Ils contribuent à la professionnalisation de l'accueil individuel et participent à une fonction d'observation des conditions locales d'accueil des jeunes enfants.

Le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a réalisé une étude pour le compte de la Cnaf, où il analyse les apports des Ram dans l'ensemble des dispositifs locaux d'accueil de la petite enfance. Les conclusions seront connues mi-2008.

Les lieux d'accueil enfants-parents (Laep)

Ces lieux accueillent simultanément des enfants de moins de 6 ans et leurs parents pour un accompagnement précoce de la fonction parentale basée sur l'écoute et l'échange.

En 2007, les Caf ont poursuivi leur soutien aux Laep et ont financé la prestation de service pour un montant de 4 859 455 euros.

Les vacances familiales

Depuis sa création en 2005, la prestation de service « vacances avec accompagnement



socio-éducatif », destinée à soutenir financièrement les structures qui mettent en place un projet social pour les familles nécessitant un accompagnement socio-éducatif pendant leur temps de vacances, se développe régulièrement. Au cours de l'année 2007, cinq nouvelles structures ont été agréées. Au total, vingt-trois centres de vacances agréés ont accueilli des familles connaissant des difficultés sociales ou économiques ou des familles fragilisées par un événement particulier.

La mise en place d'un service commun Vacaf permet d'assurer la gestion mutualisée d'un fonds d'aides aux vacances au profit des Caf adhérentes. Près de 100 Caf et fédérations de Caf adhéraient à Vacaf en début d'année 2007.



Logement

Grâce aux aides au logement, la branche Famille facilite la vie quotidienne des ménages. Elle verse également, pour le compte de l'État, des aides aux allocataires sans enfant à charge.

- **L'actualisation des barèmes des aides au logement**

Les plafonds de loyer ont été revalorisés à compter du 1^{er} janvier 2008 de 2,76 %.

Cette revalorisation est indexée sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (IR) comme le prévoit l'article 26 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable.

- **La prise en compte de la réforme fiscale dans le calcul de la base ressources**

La base ressources a été modifiée pour tenir compte de la réforme fiscale dans le calcul des prestations soumises à condition de ressources, de l'Aah, et des aides au logement.

La loi de finances pour 2006 a modifié, à compter des revenus de 2006, la modalité de détermination des revenus nets catégoriels en supprimant l'abattement de 20 % dont bénéficiaient certains contribuables.

Il s'agissait notamment des salariés, des pensionnés et d'une catégorie d'employeurs ou travailleurs indépendants affiliés à une association ou à un centre de gestion agréé.

Cet abattement fiscal a donc été supprimé pour déterminer le montant de la base ressources. Cette réforme est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2007.

- **La présence des Caf dans plusieurs instances en lien avec le logement**

Une majorité de Caf demeurent, conformément aux textes réglementaires, des partenaires présents dans des instances ayant un lien direct avec leur mission de solvabilisation (conseils d'administration des organismes Hlm, par exemple).

En dehors de leurs actions individuelles et collectives d'information et de conseil, les Caf s'impliquent dans les Adil (agences départementales pour l'information sur le logement) existantes au sein de leurs conseils d'administration en les finançant. Elles participent également à la création de nouvelles Adil.

Les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap) et les points d'information familles (Pif)

Les Caf ont poursuivi leur implication dans le pilotage et l'animation des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents. Cinquante-six Caf, réparties sur quarante-quatre départements, contribuent à l'animation partenariale et au pilotage des comités départementaux. Une quarantaine de Caf proposent un nouveau service aux familles : les points d'information familles (Pif). Les financements sont en constante progression : en 2007, ils s'élèvent à 3,8 millions d'euros pour les Reaap auxquels s'ajoutent 811 504 euros pour les Pif.

La médiation familiale

L'année 2007 a été marquée par la montée en charge du nouveau dispositif concernant la médiation familiale avec la signature des protocoles dans les départements et la mise en place des comités de coordination pilotés par les Caf. En effet, pour préserver les liens familiaux et maintenir un environnement favorable à l'enfant, la branche Famille a décidé de soutenir la médiation familiale par la création, en 2006, d'une prestation de service.

Au 30 juin 2007, les protocoles départementaux avaient été signés dans quatre-vingt-dix départements, auxquels se sont associés soixante-quinze conseils généraux et une cinquantaine de municipalités (dans trente-cinq départements). À cette date, seuls cinq départements n'avaient pas encore mis en place de comité de coordination départemental.

En 2007, les Caf ont financé la médiation familiale pour un montant de 8,6 millions d'euros.

Les espaces rencontres

Les Caf sont de plus en plus nombreuses à soutenir les espaces rencontres. Elles ont consacré environ un million d'euros en 2007 pour les financer dans le cadre de leurs dotations

d'action sociale. Ces lieux, créés par des associations et des intervenants sociaux pour répondre aux situations dans lesquelles l'exercice d'un droit de visite est interrompu, difficile ou conflictuel, s'inscrivent en effet dans l'objectif de préservation du lien familial soutenu par la branche Famille.

Ils sont amenés à se développer au cours des prochaines années. En effet, un décret, publié prochainement, consacre leur existence légale en permettant au juge aux affaires familiales d'organiser un droit de visite dans ces lieux.

L'aide au domicile des familles

L'aide au domicile des familles allocataires sert à soutenir ponctuellement les familles vulnérables ou celles qui, sans l'être, doivent faire face à des événements qui peuvent avoir des répercussions sur les enfants. Afin de prévenir les conséquences de ces déséquilibres familiaux, l'aide au domicile accompagne les familles au quotidien.

Depuis quelques années, le secteur de l'aide à domicile a fait l'objet d'une véritable refonte qui se poursuit en 2007 avec l'actualisation des conditions de son financement par la Cnaf. L'année 2007 constitue à cet égard une année transitoire d'appropriation et de mise en œuvre du nouveau dispositif voté en 2006.

Le partage des allocations familiales en cas de résidence alternée

Depuis le 1^{er} mai 2007, le partage des allocations familiales est possible entre des parents divorcés ou séparés ayant leurs enfants en résidence alternée.

Les parents ont désormais le choix entre désigner l'un d'entre eux pour percevoir toutes les allocations familiales et partager les allocations familiales. À défaut d'accord entre eux, une part d'allocations familiales est versée à chacun d'eux.

Environ 10 % des familles confrontées à un divorce ou une séparation reçoivent une décision de résidence alternée par le juge aux

affaires familiales, ce qui représente environ dix mille décisions par an. Les allocations familiales sont les prestations familiales perçues par le plus grand nombre d'allocataires des Caf (43 %).

Dans le prolongement de cette mesure, la Cnaf a autorisé les Caf à étendre le bénéfice de leurs prestations individuelles d'action sociale à chacun des parents en cas de résidence alternée des enfants.

La création du congé de soutien familial

Annoncé à la Conférence de la famille 2006 sur le thème des solidarités intergénérationnelles,

le congé de soutien familial donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie.

Ce congé n'est pas rémunéré mais donne droit, sous conditions de ressources, à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du régime général. Les Caf prennent en charge les cotisations pour le compte des bénéficiaires du congé. Celui-ci peut être pris par périodes de trois mois consécutives ou non, dans la limite d'un an sur l'ensemble de la carrière.



Contribution à la solidarité



2007 a été l'année du lancement des expérimentations du revenu de solidarité active (Rsa), un complément de ressources qui devrait permettre de sortir de la pauvreté les bénéficiaires du Rmi et de l'Api qui travaillent. Par ailleurs, dans un souci d'équité, un certain nombre de mesures d'action sociale ont été étendues aux départements d'outre-mer

Les minima sociaux

La branche Famille prend en charge le versement de certains minima sociaux pour le compte de l'État ou des départements.

La mise en œuvre à titre expérimental du revenu de solidarité active (Rsa)

En application de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa) d'août 2007, l'État a autorisé les départements à expérimenter le revenu de solidarité active au profit des bénéficiaires du Rmi et de l'Api, pour une durée de trois ans. Une quarantaine de départements est à ce jour engagée dans ce dispositif.

Le Rsa est un complément de ressources permettant aux bénéficiaires du Rmi et de l'Api qui travaillent d'atteindre un revenu suffisant pour franchir le seuil de pauvreté (817 euros). Le montant du Rsa est déterminé en fonction de la situation familiale et des revenus des personnes concernées.

La branche Famille a contribué à mettre en œuvre le dispositif. Elle assure la gestion du

Rsa, garantit l'expertise juridique associée à cette question, prend en charge l'accompagnement social personnalisé des bénéficiaires de l'Api pouvant prétendre au Rsa, et, enfin, participe au processus d'évaluation.

Après évaluation, ce dispositif expérimental a vocation à préfigurer la réforme des minima sociaux annoncée pour l'année 2009.

La mise en œuvre du dispositif de subsidiarité en matière d'Api

Selon le dispositif de subsidiarité en matière d'Api, toute personne pouvant prétendre à l'Api doit d'abord faire valoir ses droits à une pension alimentaire et/ou à des prestations pour lui-même et ses enfants.

L'ensemble des bénéficiaires d'Api a été identifié et invité, en fonction de sa situation, à engager une procédure de demande de pension alimentaire.

À défaut de justification de démarches entreprises, et en l'absence d'accord de dispense, les droits Api sont réduits d'un montant au plus égal à celui de l'Asf, à l'issue d'une procédure contradictoire.



La réforme des contrats aidés : Cav/Cirma

Le financement des contrats aidés en faveur des bénéficiaires de Rmi jusqu'à présent supporté exclusivement par les conseils généraux a été modifié : il est pris en charge, en partie, par l'État à hauteur de 12 %.

La réforme des aides aux personnes handicapées travaillant dans des établissements et des services d'aide par le travail

Effective depuis janvier 2007, la réforme des aides aux personnes handicapées travaillant dans les établissements et les services d'aide par le travail vise à améliorer les conditions de rémunération des personnes handicapées travaillant en milieu protégé.

Les nouvelles structures dénommées Esat (établissement ou services d'aide par le travail) se substituent aux Cat (centre d'aides par le travail) : la rémunération garantie remplace la garantie de ressources.

Le mode de détermination de l'Aah (allocation aux adultes handicapés) due en faveur des personnes employées dans ces structures est modifié : une nouvelle mesure d'abattement est mise en place, visant à améliorer les conditions de cumul des revenus d'activité avec l'Aah.

L'extension du complément de ressources et de la majoration pour la vie autonome

Ces avantages, associés jusqu'à présent au bénéfice de l'Aah en faveur des allocataires disposant d'un logement indépendant, ont été étendus en 2007 aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité (cette allocation complète la pension d'invalidité pour la porter au montant du minimum vieillesse).

La réforme des tutelles

La réforme modifie, dans le cadre de la loi du 5 mars 2007, la protection juridique des majeurs sur trois points :

- une mesure à caractère administratif, de type contractuel, intitulée « accompagnement social spécifique » est instituée dans chaque département. Elle vise les personnes pouvant se mettre en danger en raison de leurs difficultés à assumer seules la gestion de leurs prestations sociales : dans le cadre de la mesure mise en place, formalisée par l'établissement d'un contrat avec le président du conseil général, la personne bénéficie d'une aide à la gestion de ses revenus et d'un accompagnement social personnalisé ;
- en cas d'échec de la mesure administrative, la tutelle aux prestations sociales adultes est remplacée par une mesure libellée « accompagnement judiciaire » ;
- le financement des mesures de protection, sous forme de dotation globale au lieu d'un financement à l'acte, fait l'objet d'une généralisation. Il est par ailleurs étendu aux mesures de tutelle aux prestations sociales enfants.

Cette réforme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Faciliter l'accueil du jeune enfant des familles pauvres

La Cnaf et onze Caf ont présenté des projets destinés à développer l'accueil du jeune enfant pour les familles en situation de pauvreté, dans le cadre du « Grenelle de l'insertion » en novembre 2007. Ceci pour répondre à un appel à projet d'expérimentation sociale lancé par le Haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté. Cette démarche, visant à mieux valoriser la complémentarité des interventions de la branche Famille, a permis de capitaliser le travail actuellement conduit dans le cadre des expérimentations de l'offre de service petite enfance ainsi que de celles sur le revenu de solidarité active (Rsa) en direction des bénéficiaires de l'allocation parent isolé (Api).

Logement

Les Caf proposent aux familles vulnérables un continuum d'interventions qui articulent prestations légales, soutien/accompagnement de la famille dans son logement, insertion sociale dans l'environnement immédiat et développement du lien social.

Ces actions sont structurées autour des axes suivants :

- **Prévention des expulsions**

Les Caf proposent des offres de service action sociale/prestations concernant le traitement précoce des impayés. Complémentairement, la quasi-totalité des Caf (109) reste financeurs des fonds de solidarité pour le logement. Depuis leur réforme, le nombre de Caf impliquées dans le fonctionnement et la gestion du dispositif tend à se restreindre (61 départements au lieu de 75 en 2003).

- **Lutte contre les logements indécents**

Huit Caf sur dix ont, a minima, mis en place des procédures internes de travail ou se sont adjointes les compétences de partenaires locaux pour procéder au diagnostic du logement. Certaines ont missionné des travailleurs sociaux pour informer et conseiller les familles ou s'appuient sur des associations, telles les Adil pour le faire.

- **Accompagnement des familles dans les opérations d'amélioration de leur logement et de leur cadre de vie**

Une caisse sur quatre accompagne les projets et les initiatives des habitants qui concernent l'amélioration du cadre de vie et qui contribuent à tisser des liens sociaux. Ces actions sont ancrées dans un processus de développement social local.

- **La présence des Caf dans plusieurs instances en lien avec le logement**

Une majorité de Caf demeurent, conformément aux textes réglementaires, des partenaires présents dans des instances ayant un lien direct avec leur mission de solvabilisation (conseils d'administration des organismes Hlm, par exemple) ainsi que dans les plans départementaux pour le logement des plus défavorisés (Pdaldp).

L'amélioration du cadre de vie des familles

L'animation de la vie sociale

La branche Famille favorise les initiatives locales d'animation de la vie sociale qui contribuent au développement des liens sociaux sur les territoires. À ce titre, les Caf apportent un soutien technique et financier aux petites structures de proximité et aux centres sociaux. En 2007, elles ont consacré 211 millions d'euros à l'animation de la vie sociale.

Le soutien aux petites structures de proximité

Au 31 décembre 2007, cinq cent soixante « petites structures » avaient reçu un agrément ouvrant droit à un financement par le biais d'une prestation de service, éventuellement majorée d'une subvention sur les fonds propres des Caf. Ces structures ont bénéficié d'un soutien financier de 4,8 millions d'euros.

Depuis janvier 2007, un nouvel outil de suivi permet de dégager les principales caractéristiques des structures financées :

- elles sont implantées principalement dans des zones rurales mais également, pour un quart d'entre elles, dans des quartiers urbains ;
- le projet social de la structure a fait l'objet d'un diagnostic partagé pour 70 % d'entre eux ;
- la participation des habitants est importante tant pour le diagnostic que pour l'élaboration de projets ou l'animation d'activités ;
- les objectifs des projets sociaux agréés sont la création ou le renforcement de liens sociaux, le développement d'une dynamique locale et l'amélioration du « vivre ensemble » ;
- les principaux publics visés par les actions sont soit l'ensemble des habitants du territoire, soit les groupes « parents-enfants » ;



Une étude sur les difficultés d'accueil des gens du voyage

En partenariat avec la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (Dguhc), la Cnaf a contribué à une étude sur l'évaluation du dispositif d'accueil des gens du voyage. Cette étude a pour objectif de rendre compte des difficultés rencontrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage et de mettre en évidence les bonnes pratiques ayant valeur d'exemples.

- les activités conduites dans le cadre des structures de proximité sont principalement des activités de loisirs, des animations festives ou culturelles et des activités intergénérationnelles.

Les Caf accompagnent les petites structures de proximité dans l'élaboration du projet social et le montage du dossier (90 % des dossiers) ainsi que par une aide financière sur fonds propres pour un tiers de ces structures.

Les centres sociaux

Pour un soutien plus efficace aux centres sociaux, la branche Famille a engagé un travail de réflexion comprenant trois axes : l'examen approfondi de l'animation globale et l'implication institutionnelle, l'élaboration d'un outil national de suivi annuel de l'activité des centres sociaux et la préparation d'une « enquête observatoire ».

Cette enquête exhaustive est réalisée auprès de l'ensemble des centres sociaux agréés par les Caf. Elle vise à recueillir des éléments actualisés sur les activités et les ressources mobilisées ; elle permettra également

d'apprécier les évolutions sur une période significative (quinze ans, la précédente enquête de même nature porte sur les données d'activités de l'année 1991).

Les résultats contribueront aux débats lors de la préparation de la Cog 2009-2012.

Le développement social et la démarche territoriale

Les contrats urbains de cohésion sociale

Les « contrats urbains de cohésion sociale » (Cucs) ont remplacé les contrats de ville au 1^{er} janvier 2007, sur une géographie prioritaire redéfinie. Ces nouveaux contrats, signés pour



trois ans et reconductibles après évaluation, constituent le cadre unique pour la mise en œuvre des interventions de l'État en faveur des territoires les plus en difficulté. Ils ont été élaborés par les communes, et/ou groupements de communes, et l'État, en partenariat avec les caisses d'allocations familiales, les départements et les régions, pour la mise en œuvre d'un projet local de cohésion sociale complémentaire des projets de rénovation urbaine.

Près de la moitié des Cucs a été signé par une Caf. L'objectif de ces contrats est d'harmoniser les dispositifs existants et les actions à développer dans les quartiers. Les programmes

La mutualisation des initiatives de développement social local

La Délégation interministérielle à la ville et son réseau de centres de ressources et d'échanges pour le développement social urbain a rejoint en 2007 l'Agence des pratiques et des initiatives locales (Apriles). La Cnaf, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas), la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (Ccmsa) et le service Mairies Conseils (Caisse des dépôts et consignations) sont à l'origine de cet organisme. La moitié des Caf participe à cette démarche de valorisation et d'expertise des actions locales par le biais de correspondants locaux.



d'actions qui en découlent rejoignent les politiques territoriales des Caf sur plusieurs thèmes : l'habitat et le cadre de vie, la réussite éducative et la citoyenneté. L'évaluation à mi-parcours doit mettre en évidence le rôle des Caf dans le pilotage des dispositifs, leur capacité à fournir des diagnostics pour les projets sociaux et leur aptitude à valoriser des actions portées par les habitants des quartiers.

Deux réunions régionales et une manifestation nationale ont permis de mettre en valeur les actions de développement social local issues des différents réseaux composant Apriles. Plus de cent vingt actions sont décrites sur le site Internet april.es.net. Les initiatives locales référencées par Apriles correspondent aux thématiques des Caf notamment pour le soutien à la parentalité, l'innovation dans les modes de garde d'enfant, l'implication sociale des habitants dans la vie locale.



Le travail social

Un groupe de travail Cnaf-Caf est chargé, d'ici la fin de la Cog, de faire des propositions sur les orientations de travail social des Caf à partir des résultats d'un questionnaire envoyé aux 123 Caf, fin 2006, sur l'état des lieux du travail social de la branche Famille.

Il s'agira de définir les principes qui caractérisent le travail social de la branche Famille, d'en souligner ses spécificités et les savoir-faire et d'en envisager les articulations avec les partenaires, dont le conseil général. Il s'agira également de préciser les missions institutionnelles de travailleurs sociaux et de proposer un

Égalité sociale entre les familles d'outre-mer et de la métropole

L'action sociale de la branche Famille a été étendue aux associations et aux services de médiation familiale et d'aide à domicile, ainsi qu'aux foyers de jeunes travailleurs et aux centres sociaux d'outre-mer.



Plus d'égalité entre les familles d'outre-mer et de la métropole

socle national de travail social lisible pour les familles et les partenaires.

La Cnaf a participé régulièrement aux travaux du conseil supérieur de travail social dont le rôle est d'apporter une expertise au ministre chargé des Affaires sociales sur les problématiques du travail social et des formations sociales.

Elle a également participé aux commissions préparatoires à la loi sur la protection de l'enfance mises en place par le ministère des Affaires sociales.

Nota bene : Dans ce chapitre, nous avons présenté les différentes prestations et les mesures d'action sociale selon un classement **thématique**. Elles sont par conséquent classées soit dans la partie « Aide aux familles » soit dans la partie « Contribution à la solidarité ».

Dans le chapitre « Les comptes de la branche Famille », la présentation est faite selon la **source des financements** de ces interventions. Celles classées dans les Aides aux familles sont financées par la branche Famille, celles classées dans les aides à la précarité sont financées par l'État ou les conseils généraux.

Les deux classements ne se recoupent pas nécessairement : ainsi le travail social, par exemple, a été classé dans ce chapitre dans la partie Contribution à la solidarité alors que son financement est assuré par la branche Famille.



LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE GESTION



Des engagements tenus malgré la charge de travail

 **92 % des allocataires**
reçus en moins de 20 minutes

 **89,5 % d'appels téléphoniques**
traités par les agents des Caf

 **91 % des courriers**
traités en moins de 15 jours

Bilan d'étape de la Cog



En 2007, les objectifs de la Cog ont été globalement atteints : les interventions sociales plus ciblées ont permis un retour rapide à l'équilibre financier en action sociale sans pour autant renoncer aux développements prévus, la qualité de service a été au rendez-vous malgré l'augmentation de la charge de travail et la politique de contrôle a donné ses premiers résultats en matière de lutte contre la fraude

Concilier maîtrise financière et développement en action sociale

La Cog 2001-2004 avait été marquée par une progression de plus de 39 % des ressources consacrées à l'action sociale familiale sur la période. La Cog 2005-2008 a prévu une augmentation annuelle de + 7,5 %, un niveau élevé par rapport à l'évolution des autres budgets publics.

Une politique plus ciblée en matière d'interventions sociales (création du contrat « enfance et jeunesse ») a permis un retour rapide à l'équilibre financier en action sociale dès 2006. Cette maîtrise des dépenses s'est confirmée en 2007.

Tout en s'assurant de leur maîtrise financière, plusieurs mesures adoptées par le conseil d'administration de la Cnaf ont visé à adapter les interventions sociales aux besoins des familles :

- la création de la prestation de service « médiation familiale » pour favoriser le maintien de relations parents-enfants en cas de rupture conjugale ;
- la généralisation de la prestation de service « foyers de jeunes travailleurs » pour permettre d'améliorer leur fonction socio-éducative ;

- l'adaptation des contrats locaux d'accompagnement à la scolarité pour mieux prévenir les difficultés rencontrées par les familles en ce qui concerne la scolarité de leurs enfants, à renforcer le développement partenarial et à valoriser les compétences des parents ;
- l'adaptation des modalités d'intervention de la branche Famille dans le secteur de l'aide à domicile pour prendre en compte les changements importants liés à l'apparition de nouveaux métiers de l'intervention sociale, au processus de transfert de compétences qui s'est poursuivi avec l'acte II de la décentralisation et à la prise en charge par la branche Famille du financement des interventions motivées par une maladie.

Dans le domaine de l'accueil des jeunes enfants, outre la mise en place du contrat « enfance et jeunesse », la généralisation de la prestation de service unique, les expérimentations relatives à l'offre de service « petite enfance », le développement des microcrèches, la diversification du partenariat avec l'ouverture du financement institutionnel aux crèches de personnel et aux entreprises de crèche ainsi que l'avenant à la Cog signé en 2006 pour la création de 4 000 places de crèches supplémentaires en 2007 et 2008 ont permis de poursuivre les développements engagés.



96 % des allocataires sont satisfaits de leur Caf

L'enquête de satisfaction menée en 2007 auprès de 86 100 allocataires révèle un taux de satisfaction de 96 %, soit une progression de deux points par rapport à l'enquête précédente de 2004. Cette image est particulièrement bonne parmi les bénéficiaires des minima sociaux. Globalement très encourageants, ces résultats montrent en particulier une amélioration de la satisfaction vis-à-vis des services rendus au téléphone sur lesquels de nombreux efforts ont été réalisés depuis la première enquête.

Malgré le taux élevé de satisfaction, les allocataires expriment des attentes, voire des insatisfactions.

Sur le plan de la relation courante, les allocataires aspirent à plus de rapidité, la progression des outils de communication électronique ou téléphonique renforçant encore cette exigence. Ils souhaitent également plus de personnalisation dans la relation, par exemple par une meilleure connaissance de leur dossier par les conseillers et la possibilité d'être contacté par le mode de communication de leur choix.

Les allocataires interrogés attendent aussi plus de simplicité, par exemple, par la coordination des administrations afin d'éviter les démarches multiples, par la réduction du nombre de documents et l'amélioration de leur clarté et de leur lisibilité.

Au-delà de la gestion courante, les allocataires ont également vis-à-vis de leur Caf des attentes en matière de contenu du service. Ils attendent, par exemple, un meilleur accompagnement dans les événements qui jalonnent leur vie ou par l'information sur les services aux familles.

Enfin, les allocataires sont moyennement satisfaits du traitement des réclamations. Sur 41 % des allocataires ayant rencontré une difficulté et qui ont effectué une réclamation auprès de leur Caf, seuls 58 % sont satisfaits de la réponse et 12 % tout à fait satisfaits.

Le nombre de places d'accueil de jeunes enfants en structure agréée est passé de 308 000 en 2004 à 322 000 en 2006 et à 332 000 (environ) en 2007.

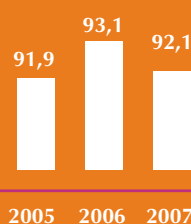
Des engagements tenus en matière de relation de service malgré l'augmentation de la charge de travail

Bien que certains organismes n'aient pas atteint les objectifs fixés par la Cog, la branche Famille a globalement tenu ses engagements de service sur l'année 2007 même si les résultats se sont dégradés par rapport à 2006.

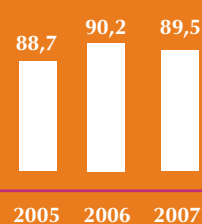
Les temps d'attente à l'accueil ont été améliorés avec un pourcentage d'allocataires reçus en moins de 20 minutes passant de 91 % en 2004 à 93 % en 2006 pour revenir à 92 % en 2007 alors que l'objectif minimum à atteindre était de 85 %.

LES ENGAGEMENTS DE SERVICE : Indicateurs de qualité de l'accueil résultats 2007

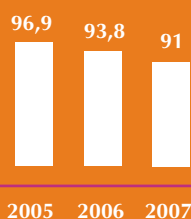
Part des visites avec un délai d'attente inférieur à 20 minutes (en %)



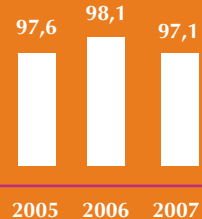
Taux d'appels traités par les agents (en %)



Part des courriers traités en moins de 15 jours, en moins de 21 jours pour 2005 (en %)



Part des courriers (minima sociaux) traités en moins de 10 jours (en %)





Un service de médiation pour traiter les litiges entre les Caf et les usagers

Le nombre de réclamations recensées parvenues à la Cnaf durant l'année 2007 est de l'ordre de 250, en légère diminution par rapport à 2006 (280). Cette donnée ne tient pas compte des interventions téléphoniques : d'une année sur l'autre, leur volume reste stable, de l'ordre de 150 par mois.

Plus des deux tiers des réclamations émanent directement des allocataires. Les autres réclamations proviennent par ordre décroissant de services ministériels, d'élus, d'associations et des services du médiateur de la République.

L'objet des interventions a porté principalement sur :

- **les prestations de logement.** Les aides au logement, comme les années précédentes, constituent le thème dominant. Le contrôle des ressources dans le cadre des échanges établis avec les services fiscaux et avec les Assedic a une forte incidence sur les aides au logement : les indus détectés à ce titre sont également, de manière significative, à l'origine des interventions ;
- **L'Aah et ses compléments.** L'émergence des réclamations liées à la mise en place de la réforme de l'Aah en juillet 2005, observée en 2006, s'est confirmée durant l'année 2007. Si durant l'année 2006 il s'est agi essentiellement de demandes de renseignements en revanche durant l'année 2007 il s'est agi de contestations émanant de personnes s'étant vu notifier un refus de droit à l'Aah ou au complément de ressources en raison de la condition d'inactivité requise pour ces deux prestations, selon des modalités différentes ;
- **l'allocation de soutien familial (Asf) en faveur des enfants adoptés.** Les réclamations concernent les refus de droit à l'Asf en faveur des enfants adoptés à l'étranger. L'adoption de ces enfants présente le plus souvent les caractéristiques d'une adoption simple s'opposant à l'ouverture des droits à l'Asf du fait d'un lien de filiation déjà établi avec la famille d'origine.

Le taux d'appels téléphoniques traités est passé de 86 % en 2004 à plus de 90 % en 2006, pour revenir à 89,6 % en 2007. Les objectifs fixés ont donc été atteints sur les trois premières années de la Cog, mais un doute subsiste sur la capacité d'atteindre le taux de 90 % fixé pour 2008 au vu des résultats du premier trimestre. À noter que depuis le mois de février 2007, la Caf a la possibilité de rappeler un allocataire dont la communication n'a pas pu être prise en charge par un agent de l'organisme.

Les objectifs de délais de traitement ont également été atteints. Le pourcentage des demandes traitées dans un délai maximum de 15 jours a été de 93,8 % en 2006 et de 91 % en 2007 alors que l'objectif minimum fixé par la Cog était de 85 %. Celui des demandes relatives aux minima sociaux est passé de 95,9 % en 2004 à 98,2 % en 2006 pour revenir à 97,2 % en 2007.

L'augmentation, somme toute modeste, du nombre d'allocataires de 53 000 en 2007 ne traduit qu'imparfaitement celle des charges de travail pesant sur les Caf. Outre l'augmentation globale de la charge sur l'année, les caisses ont connu des pics d'activité très importants durant les mois de congés.

Les raisons de ces difficultés sont notamment liées au décalage du calendrier de la campagne des ressources qui a entraîné un nombre d'indus beaucoup plus important qu'habituellement. Elles ont également résidé dans l'intégration d'un nombre important de mesures réglementaires complexes dans des délais courts et dans des conditions qui n'ont pas toujours été optimales. En outre, la nature complexe des mesures a provoqué un afflux de questions de la part des allocataires concernés. Elle a nécessité des efforts d'explication importants et des temps de traitement allongés tant en ce qui concerne les entretiens que les dossiers.

Par ailleurs, le non-remplacement de certains départs en retraite n'a fait qu'accroître la charge de travail. Celle-ci a incontestablement



pesé sur le climat social de la branche ainsi que sur la réalisation des objectifs de qualité de service.

L'administration électronique s'est fortement développée

Le nombre de pages consultées sur le site *caf.fr* a progressé de 240 % depuis 2004 avec plus de 580 millions de consultations en 2007, contre environ 171 millions en 2004.

Le nombre de déclarations de ressources enregistrées sur Internet, téléprocédure la plus prisée des allocataires avant la mise en place de la déclaration simplifiée des ressources auprès des services fiscaux, a été presque décuplé entre 2004 et 2007 pour atteindre plus de trois millions, c'est-à-dire 35 % des déclarations de ressources.

Une autre téléprocédure – qui reste néanmoins partielle, car un formulaire doit être communiqué à l'organisme – a connu une progression particulièrement forte : le nombre de demandes d'aide au logement étudiant a progressé de + 225 % entre 2004 et 2007.

Afin de poursuivre ce développement, la préparation d'une nouvelle formule du site a eu lieu en 2007, avec des espaces dédiés à différentes catégories de visiteurs. La mise en ligne aura lieu en 2008.

Près de 110 bornes interactives (qui permettent la consultation des services de la Caf et de ses partenaires) sur les 1000 que comptent le territoire sont équipées du « visio-accueil ». Ce dernier permet à l'allocataire des régions les moins accessibles de contacter sa Caf à distance et d'échanger des documents.

Les échanges de données avec les partenaires et les autres administrations ont été également renforcés.

L'avancée la plus importante concerne la suppression de la déclaration de ressources faite

aux Caf à partir de 2008 pour les ressources 2007. Celle-ci va être remplacée pour la très grande majorité des allocataires par un échange des données avec l'administration fiscale. Cette mesure devrait permettre de réduire les flux avec les allocataires et limiter la gestion des indus liés à des échanges qui s'effectuaient jusqu'à présent *a posteriori* avec l'administration fiscale.

L'outil « Cafpro », espace du site *caf.fr* destiné aux partenaires pour la consultation d'informations personnalisées sur les dossiers, a connu une augmentation de ses visites de 220 % entre 2004 et 2007 avec 1 350 000 comptes consultés en 2007.

Le déploiement de l'application « Aïda », intégrée au poste de travail du technicien conseil et permettant d'accéder à une base nationale des données des Assedic, constitue une avancée importante dans le suivi des situations de chômage et donc dans la prévention des indus.

L'application « @irmi », qui permet de faciliter l'instruction du Rmi, a été développée et la planification de sa généralisation est en cours. L'application « Siej », qui vise à acquérir les données de gestion des équipements sociaux financés par l'action sociale des caisses, est en cours de développement.

Une politique active de maîtrise des risques et de lutte contre la fraude

La doctrine de la politique de maîtrise des risques a été établie dans le cadre de la Cog 2001-2004. L'objectif fixé par la Cog 2005-2008 a été de la déployer.

Ce déploiement a donné lieu à une révision de la politique de contrôle des allocataires et à la mise en place d'indicateurs caractérisant la mise en œuvre de cette politique.

Avec un taux de contrôle des « faits générateurs » liés au traitement des prestations légales de 39 % en 2006 et de 35,4 % en 2007, l'objectif minimum (30 %) fixé par la Cog a été atteint.

**Coût
de gestion :
2,72 %
en 2007
contre
3,2 %
en 2004**

Par ailleurs, des progrès importants ont été réalisés en matière de lutte contre la fraude avec la création à la Cnaf d'une mission dédiée et la mise en place d'un réseau de 233 référents fraudes dans les organismes. L'augmentation des détections de fraudes a été significative : le nombre de cas constatés est passé de 3 654 en 2006 et à 6 314 en 2007 (+ 73 %). L'impact financier est passé de 35,1 millions d'euros en 2006 à 58,3 millions d'euros en 2007 (+ 66 %).

Le développement de la certification des « Nir » (numéro d'inscription au répertoire) auprès de la branche Retraite, la recherche d'éventuelles multi affiliations a contribué à une meilleure maîtrise des risques de fraude.

La mise en place d'un référentiel national des bénéficiaires constitue une avancée majeure. Une « version 0 » de celui-ci a été déployée en décembre 2007. La « version 1 », qui comprendra, outre le Nir de l'allocataire et de son conjoint, celui des enfants et des personnes

à charge, devrait l'être en novembre 2008. À terme, ce projet convergera vers la constitution du répertoire national commun aux organismes de Sécurité sociale prévu par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2007.

Les jalons pour optimiser le réseau : la départementalisation des Caf

Répondant à un double souci de cohésion et d'efficacité, la branche Famille a décidé de structurer le réseau des Caf sur la base du département, à l'horizon 2011, lors du renouvellement des conseils d'administration. Il y a aujourd'hui 123 caisses d'allocations familiales parce que 14 départements comptent plus d'une Caf sur leur territoire. Au total, il existe 36 Caf infra-départementales.



Produire des comptes certifiables

Dans son rapport présenté au Parlement, le 19 juin 2007, la Cour des comptes estimait « qu'elle est dans l'impossibilité de certifier ou de ne pas certifier les comptes (de la branche Famille) ». Les commentaires publics du Premier Président précisent que « ... cela ne veut nullement dire que les comptes sont faux ou dépourvus de fiabilité. Cela signifie que la conjugaison de limitations aux vérifications de la Cour et d'incertitudes qui affectent les comptes ne permet pas à la Cour d'émettre une opinion, quelle qu'elle soit (de certification ou de refus de certification). Il convient bien de distinguer l'impossibilité d'exprimer une opinion du refus pur et simple de certifier. » Les raisons de cette décision ? La Cour a estimé que son audit des dispositifs destinés à lui donner une assurance sur la qualité de l'information financière délivrée au Parlement et au public avait révélé des insuffisances « substantielles ».

Dès la publication du rapport de la Cour des comptes, la Cnaf s'est engagée à améliorer le contrôle interne de la Branche pour sécuriser au mieux les données financières qu'elle produit : la création à la fin de l'année 2007 d'un référentiel national des bénéficiaires est un des moyens pour remédier aux insuffisances signalées.



La loi de décentralisation d'avril 2004 a en effet donné un poids nouveau au département et le place comme un acteur majeur de la politique d'action sociale. Il est donc logique et nécessaire que les Caf s'adaptent à l'évolution de leur environnement politique pour être confortés dans leur rôle « d'acteur clé » de la politique familiale. Une Caf par département permettra d'une part d'offrir un service identique aux allocataires d'un même département en harmonisant l'action sociale. D'autre part, parler d'une seule voix à l'interlocuteur incontournable qu'est devenu le conseil général et aux partenaires départementaux sera une source de plus grande cohérence et d'efficacité dans le service rendu. Enfin, les coûts seront plus rationalisés, les organismes de petite taille ayant des coûts de gestion plus élevés.

Un nouvel enjeu : la prise en compte du développement durable

Mentionné brièvement dans la Cog 2005-2008, le développement durable « sera un axe fort de la prochaine Cog », selon les propos du directeur de la Cnaf, Philippe Georges.

Répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de pouvoir répondre aux leurs : telle est l'ambition du développement durable, selon le rapport Brundtland, publié en 1987. Le processus vise à concilier développement économique et social et qualité de l'environnement. Ces dernières années, le développement durable est devenu une préoccupation des États, des régions et des communes et entre aussi dans les stratégies des entreprises et des institutions.

Début 2007, la Sécurité sociale avec l'Ucanss introduit la démarche du développement durable dans les organismes de Sécurité sociale. Elle établit un plan cadre 2007-2010 que chaque branche doit adapter en fonction de sa culture.

Le plan-cadre prévoit deux axes :

- l'axe environnemental : « agir en institution solidaire, améliorer notre performance environnementale, et faire de nos collaborateurs des éco-citoyens » ;
- l'axe social : « développer une image d'institution responsable, renforcer notre attractivité, prendre en compte les attentes des collaborateurs, respecter la diversité et mobiliser les collaborateurs ».

La branche Famille a souhaité aborder la problématique du développement durable de manière globale et pragmatique. En 2007, elle a constitué cinq groupes de travail couvrant l'ensemble du prisme du développement durable. Ces groupes de travail ont pour thème :

- le management environnemental dont l'objectif est d'intégrer des préoccupations sociales, économiques et environnementales dans les activités de la branche ;
- les clauses sociales dans les marchés publics : il s'agit de veiller à l'insertion des personnes en difficulté lors de la passation de marchés ;
- le respect des normes HQE « haute qualité environnementale » dans l'immobilier : ces normes seront prises en considération pour les constructions neuves ainsi que pour les réhabilitations ;
- la gestion des fluides qui devrait permettre de réduire de 2 % par an la consommation des différentes énergies et de l'eau ;
- la gestion des achats permettant d'optimiser l'achat et l'utilisation du papier, des fournitures de bureau, des produits bureautiques, des travaux courants et du mobilier ainsi que la gestion des déchets.

Les différents groupes ont fait un état des lieux des expériences menées par certaines Caf. Ils ont réalisé un guide méthodologique simple sur le champ couvert et ont proposé des fiches de diagnostics et des indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation de la démarche.

L'activité institutionnelle



Fonctionnement du réseau des Caf, gestion des ressources humaines, innovations technologiques, développement des relations internationales : zoom sur quelques-unes des activités de la branche Famille qui concrétisent les objectifs de la Cog

Améliorer le fonctionnement du réseau

Par souci d'efficacité politique et gestionnaire, la branche Famille s'engage dans l'évolution du réseau des Caf. Cette dernière s'organise autour de quatre axes : la structuration du réseau sur la base du département, la mutualisation de certaines fonctions, l'organisation de la solidarité et de la coopération entre les Caf et le pilotage régionalisé du réseau.

La départementalisation des Caf

Le principe d'une Caf par département est affirmé pour l'ensemble des départements concernés (quatorze au total). Cette décision de juin 2007 sera effective en 2011, lors du renouvellement des conseils d'administration.

La mutualisation des fonctions

La mutualisation est la mise en commun de moyens entre deux ou plusieurs organismes pour améliorer la qualité du service rendu en évitant de répéter cent vingt-trois fois certaines fonctions de support ou de logistique notamment comme c'est le cas actuellement. Elle concerne l'édition, les achats et la numérisation

ainsi que la gestion de la paye, du contentieux et de la gestion des prestations des migrants.

La solidarité et la coopération entre les Caf

En juin 2007, la Cnaf a voté la mise en place d'un dispositif de solidarité : lorsqu'une Caf rencontre des difficultés passagères, une entraide naturelle se met en place avec d'autres organismes. Certaines caisses ont déjà signé des conventions de solidarité. Les premiers bilans sont en cours.

Le pilotage régionalisé du réseau

Pour renforcer les relations entre la Cnaf et les caisses locales, la Cog prévoit un pilotage régionalisé du réseau. La Cnaf privilégie une démarche pragmatique, basée sur des expérimentations comme celle de la région Paca. Celle-ci vise la constitution d'un centre de ressources regroupant le Certi (centre régional de traitement informatique), le Cnedi (centre national d'études et de développement informatique) et le Prm (pôle régional mutualisé, relais des orientations politiques nationales). La gouvernance de ce centre sera confiée à un conseil d'administration, un directeur nommé par la Cnaf et un comité de direction.



Activités du Comité d'orientation formation

En 2007, le Comité d'orientation formation (instance associant l'Ucanss et la branche Famille) a :

- finalisé sa démarche de benchmarking sur les démarches et les méthodes de gestion des compétences ;
- entrepris de formaliser un schéma directeur d'appui aux métiers dans la perspective de la prochaine Cog.

Dynamiser la gestion des ressources humaines

La Cnaf, en collaboration avec les Caf, réalise de nombreux travaux afin d'éclairer les choix stratégiques des décideurs de la branche Famille en matière de ressources humaines. Elle propose aussi des formations et de la documentation professionnelle adaptée pour accompagner l'exercice des métiers.

Améliorer les politiques et les pratiques de gestion des ressources humaines

Au cours de l'année 2007, la Cnaf et des Caf ont participé à la conception d'une enquête sur les attentes et les perceptions des 35000 salariés de la branche Famille sur leur vie au travail. Prévue pour 2008, cette enquête a été confiée à l'institut BVA.

La branche Famille a mené une réflexion sur l'évolution de ses métiers à horizon 2012 : réalisation d'une étude prospective sur le métier de technicien « traitement de l'information » (technicien Ged, technicien courrier, agent administratif), enquête sur l'informatique locale, étude des évolutions des missions du travail social, de la mutualisation de

la fonction paye dans le cadre de projets prioritaires...

Un groupe de travail a présenté les données Rh de la branche Famille dans le *Recueil des données sociales de la branche Famille* et dans *Ressources humaines du régime général – chiffres clés des branches*, piloté par le ministère du Travail.

La Cnaf a suivi le dialogue social de la branche Famille avec le tableau trimestriel du climat social dans les Caf, le suivi des observatoires régionaux paritaires, la participation à des instances interbranches (Inc – instance nationale de concertation, Cpnepf – comité paritaire national de l'emploi et de la formation professionnelle, Ins – instance nationale de suivi du protocole d'accord du 30 novembre 2004). Au sein de l'Ucanss, elle a participé à la réflexion sur la constitution d'un baromètre social interbranche.

Par ailleurs, des outils et des conseils ciblés ont été proposés aux responsables ressources humaines des Caf : guide d'intégration du nouvel embauché, accompagnement à la mise en place de la nomenclature interbranche des emplois, assistance juridique, échange de pratiques au sein du réseau des Caf...

Proposer des formations, de la documentation, des échanges de bonnes pratiques

Parmi les vingt deux projets d'accompagnement à l'exercice des métiers, on peut citer, à titre d'exemples :

- **l'accompagnement des politiques institutionnelles** par le dispositif de déploiement de la relation écrite auprès de l'ensemble des Caf ou la refonte du dispositif de formation des agents de contrôle de la branche Famille ;
- **la contribution à la conception et au déploiement de projets de formation institutionnels** avec le dispositif d'intégration et de formation destiné à l'ensemble des nouveaux salariés de la Sécurité sociale (projet Pass) ;
- **La formation à l'utilisation d'outils** : la formation à l'outil « Grh » a fait l'objet d'une refonte et d'un partenariat avec l'Acoss. Désormais, cette formation accueille des techniciens des Caf et d'Urssaf ;
- **La conception, gestion et diffusion de bases de connaissances (dite @doc)** : la Cnaf a développé un @doc contentieux et un @doc Rh, en lien avec les autres caisses nationales et par délégation de l'Ucanss.

Ces projets sont engagés dans le cadre d'instances stratégiques et décisionnelles pour la formation, l'information et la documentation (branche Famille ou Ucanss).

Évaluer la gestion des Caf grâce à l'audit

Assurer efficacement la mise en œuvre de la Cog, c'est mieux évaluer la gestion des caisses avec, entre autres, la création d'un pôle d'audit.

La mise en place d'une fonction d'« audit de gestion » au service des caisses en 2007 a permis de réaliser des audits d'organisation dans cinq caisses à la demande des directeurs de ces organismes. Ces audits accompagnent

souvent un plan d'action des Caf qui ont des difficultés pour tenir un ou plusieurs engagements de service.

Compte tenu des difficultés et des tensions dues aux charges de travail des Caf en 2007, les auditeurs de la Cnaf ont réalisé un audit sur l'évolution des flux et leur maîtrise auprès de deux panels de cinq caisses dans le cadre des travaux de l'Observatoire des charges et de la performance.

Les solutions proposées sont :

- une veille renforcée sur les évolutions réglementaires ;
- des interventions auprès des pouvoirs publics pour améliorer les conditions d'implantation de la réglementation ;
- un effort accru pour simplifier et dématérialiser les procédures tout en sécurisant les risques ;
- des actions pour améliorer l'intégration des évolutions de la réglementation dans le système d'information ;
- des actions pour optimiser les processus de production du service et améliorer l'efficacité des organisations du travail.

L'État et la Cnaf ont souhaité, par ailleurs, que les travaux de l'Observatoire des charges soient davantage axés sur les évaluations prospectives des mesures annoncées. C'est dans cet esprit que l'Observatoire est associé en 2008 à l'évaluation de la mise en œuvre du Rsa dans le cadre des expérimentations en cours.

Innovations technologiques

En 2007, l'activité du système d'information a été marquée à la fois par une évolution importante de la réglementation mais aussi par le renouvellement de l'architecture technique. Les modes de contact électroniques se sont fortement développés : téléprocédures, déclaration de ressources sur Internet, e-mails, bornes visio-accueil... Les activités autour de la maîtrise des risques et de la certification des comptes ont également fortement mobilisé les équipes.



Évolution significative de l'architecture technique

Les principes majeurs concernant l'architecture technique consistent à concentrer les moyens techniques pour en optimiser les coûts et le fonctionnement tout en gardant la proximité du service rendu aux différentes Caf. Dans ce cadre, les Certi (centre régional de traitement informatique) se voient progressivement confier des missions nationales mutualisées.

Le projet Concerto fait converger les deux filières Bull et Ibm sur une plate-forme de production unique, basée sur les normes internationales reconnues (normes Itil).

La création d'un « Centre commun des Certi » (3C) qui a regroupé, dans un premier temps, la production des trois plates-formes Ibm, a fait baisser de manière significative le coût des redevances des logiciels. Depuis septembre 2007, 45 % de la production Cristal (logiciel de gestion des prestations familiales) est assurée par le 3C sur un site unique. À la fin du 1^{er} semestre 2007, la modernisation de toutes les unités centrales Bull a permis de réduire les coûts de gestion et de maintenance.

Dans le cadre de la remontée et la sécurisation de moyens techniques locaux, des serveurs d'infrastructure et de gestion sont répartis dans les Certi pour concentrer les Ged (gestion électronique des documents), les e-mails, le Sid (système d'information décisionnel : regroupe des données de suivi d'activité et d'aide à la décision) et remplacer à terme les serveurs locaux. Ils supporteront aussi l'application Nims (portail intranet multi-service des techniciens conseil) dont le déploiement a commencé.

Renforcement de la maîtrise des risques

Des évolutions fonctionnelles importantes ont été mises en œuvre afin de renforcer la maîtrise des risques et permettre la certification des comptes. La création du référentiel national

des bénéficiaires à la fin de l'année 2007 en est le dispositif le plus emblématique.

Outre le renforcement des exigences de la certification des comptes et de la maîtrise des risques, l'année 2007 a été marquée pour l'action sociale et son système d'information (Sias), par la mise en place du nouveau dispositif « Contrat enfance et jeunesse ».

L'application de comptabilité Magic a fortement évolué pour répondre aux exigences de la maîtrise des risques et de la certification des comptes. Magic permet désormais la dématérialisation des échanges entre les Caf et la Cnaf.

Études, recherches et prospective

Les activités de recherche sont structurées autour de trois axes.

Prospective

La démarche prospective de la branche Famille a donné lieu à la publication d'un Dossier d'étude, le n° 100. Ce dossier examine l'impact de quatre scénarios possibles de la politique familiale sur les domaines de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse, de l'insertion et du logement. Ces réflexions ont pour vocation de concourir à la stratégie de la Branche.

Évaluation des politiques

À l'approche de la fin de la Cog, plusieurs évaluations de grande ampleur sont en cours, comme :

- les relais assistantes maternelles : une évaluation monographique permet d'observer la mise en œuvre des missions multiples qui leur sont assignées ;
- la politique enfance-jeunesse : les monographies permettent d'étudier les modes de construction de la politique en direction des enfants et des jeunes et la plus-value des outils apportés par les Caf.

Par ailleurs, la Cnaf est fortement impliquée

dans la conduite de l'évaluation des expérimentations du revenu de solidarité active (Rsa) (données statistiques, simulations...). Dans ce cadre, elle s'intéresse tout particulièrement à l'accompagnement social proposé par les Caf aux bénéficiaires du Rsa, anciens bénéficiaires d'Api.

D'autres dispositifs, comme la médiation familiale ou le Rmi font toujours l'objet d'opérations récurrentes de suivi.

Recherches thématiques

Les recherches thématiques ont pour vocation de mieux connaître les familles, les allocataires et l'évolution de leurs besoins. Elles sont disparates tant en termes de sujets que de méthodologie et l'on peut citer quelques exemples de cette diversité :

- participation à de grandes enquêtes nationales sur les familles : enquête modes de garde, enquête sur les relations familiales et intergénérationnelles, enquête familles et employeurs, enquête longitudinale française depuis l'enfance, enquête sur les bénéficiaires de minima sociaux ;
- traitement des données de la branche Famille pour conduire des études sur les publics allocataires : bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé, bénéficiaires de l'allocation de parent isolé, allocations logement, mise en place d'un indicateur de

pauvreté avancé, réflexion sur les Zones urbaines sensibles ;

- financement de recherches et soutien aux jeunes chercheurs : recherche sur la résidence alternée, sur la comparaison des politiques familiales en Europe, sur le handicap... et suivi de six chercheurs en cours de thèse.

Différents supports donnent accès à ces travaux :

- les *Dossiers d'étude* disponibles chaque mois sur Internet mettent à disposition des documents de travail dans leur intégralité ;
- *Recherches et Prévisions*, revue trimestrielle, publie des recherches pluridisciplinaires sur les thèmes de la famille, la politique familiale et sociale ;
- *Informations Sociales* propose tous les deux mois des dossiers sur des thèmes sociaux ;
- *L'essentiel*, disponible mensuellement sur Internet, donne une information synthétique sur des résultats liés à l'actualité.

Développement des relations internationales

La branche Famille multiplie ses échanges avec ses partenaires étrangers.

La Cnaf dans les institutions internationales

Contribution à des études, suivis de dossiers, organisations et participations à des conférences, constitution d'un vivier d'experts pour des missions à l'étranger, la Cnaf a un rôle actif dans les institutions internationales.

Ainsi, elle a participé au rapport « Familles, enfants pauvres : quelles politiques ? » pour le forum de l'Aiss (Association internationale de Sécurité sociale) en septembre 2007 à Moscou. Pour l'Esip (European social institutions platform), la Cnaf a présenté en assem-

La gestion des prestations familiales des travailleurs transfrontaliers en Europe

Dans le cadre d'un groupe de travail piloté par la Commission de Bruxelles, la CNAF a contribué à l'analyse des relations à établir entre les institutions des vingt-sept états membres de l'Union européenne pour gérer les prestations familiales des travailleurs transfrontaliers.



blée une contribution sur la lutte contre la pauvreté des familles monoparentales.

Au sein du Cecodhas (Conseil national de l'habitat européen), la Cnaf suit le dossier du financement de l'habitat social (livret A).

2007 a également été une année de préparation de la conférence marquant le 80^e anniversaire du Cias (Comité international d'action sociale) qui aura lieu à Tours, début juillet 2008. Par ailleurs, la Cnaf a participé au séminaire annuel du Cnas (Comité national d'action sociale) qui a porté sur « l'activation des dépenses sociales ».

Dans le cadre du Gip Santé protection sociale internationale (Gip Spsi), qui vise à valoriser le système français de protection sociale à l'étranger, la Cnaf a contribué à élaborer une charte de coopération internationale. Dans cette perspective, la branche Famille a constitué un vivier d'experts disponibles pour des missions à l'étranger.

Par ailleurs, la Cnaf et le Gip Spsi pilotent un groupe de travail sur la coopération avec les pays de l'Est.

Les partenaires étrangers de la Cnaf

La Cnaf apporte son appui à la Roumanie pour créer une agence de paiement. Des contacts sont établis pour d'autres coopérations éventuelles avec le Sénégal, la Moldavie, la Pologne et l'Ukraine.

Par ailleurs, la Cnaf entretient des relations suivies avec les ambassades d'Allemagne, de Grande-Bretagne, du Québec, des Pays-Bas, de la République tchèque, de Russie, du Japon, de la Corée du Sud, de Singapour. Deux thématiques émergent lors des réceptions de délégations étrangères, véritables leviers pour la coopération :

- l'avenir démographique : Japon, Corée du Sud, Singapour, Italie, Espagne ;
- la lutte contre la pauvreté : pays de l'Est.

La Cnaf et son réseau transfrontalier

Le réseau Petale (Projet d'entente transfrontalière d'associations et de liaisons européennes) a pour objectif de faire le point sur certains projets européens, d'échanger sur les bonnes pratiques en vigueur et mener des opérations concrètes de coopération, pour améliorer le traitement des dossiers des allocataires transfrontaliers. Il regroupe les Caf de Lille (pour la Belgique), Metz (Luxembourg), Strasbourg (Allemagne), Annecy (Suisse), Digne/Gap (Italie), Perpignan (Catalogne espagnole), Tarbes (Espagne), Niort (Pologne) et Rennes (Royaume-Uni). Une journée à Bruxelles a rassemblé le réseau pour une meilleure connaissance des institutions européennes.

Des accords de coopération ont été signés entre la Caf de Strasbourg et la caisse allemande d'Offenbourg ainsi qu'entre les Caf de Metz et de Nancy et la caisse nationale du Luxembourg pour améliorer la gestion de l'allocation différentielle aux frontaliers.

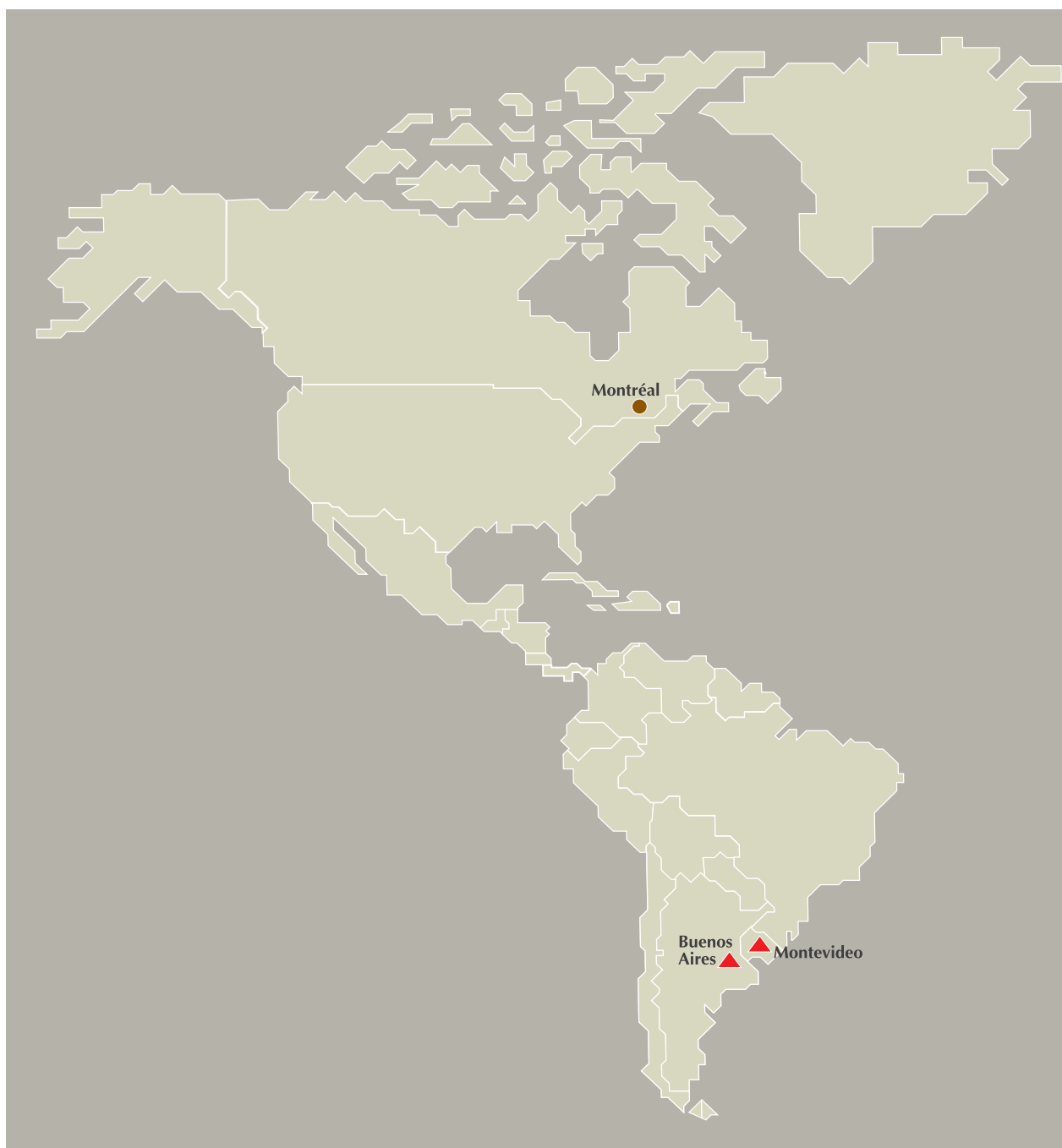
Le renforcement de la veille européenne

Hebdomadaire depuis 2007, la veille européenne permet d'alerter les autres directions de la Cnaf et la Présidence sur les bonnes pratiques étrangères. Elle porte particulièrement sur les sujets suivants :

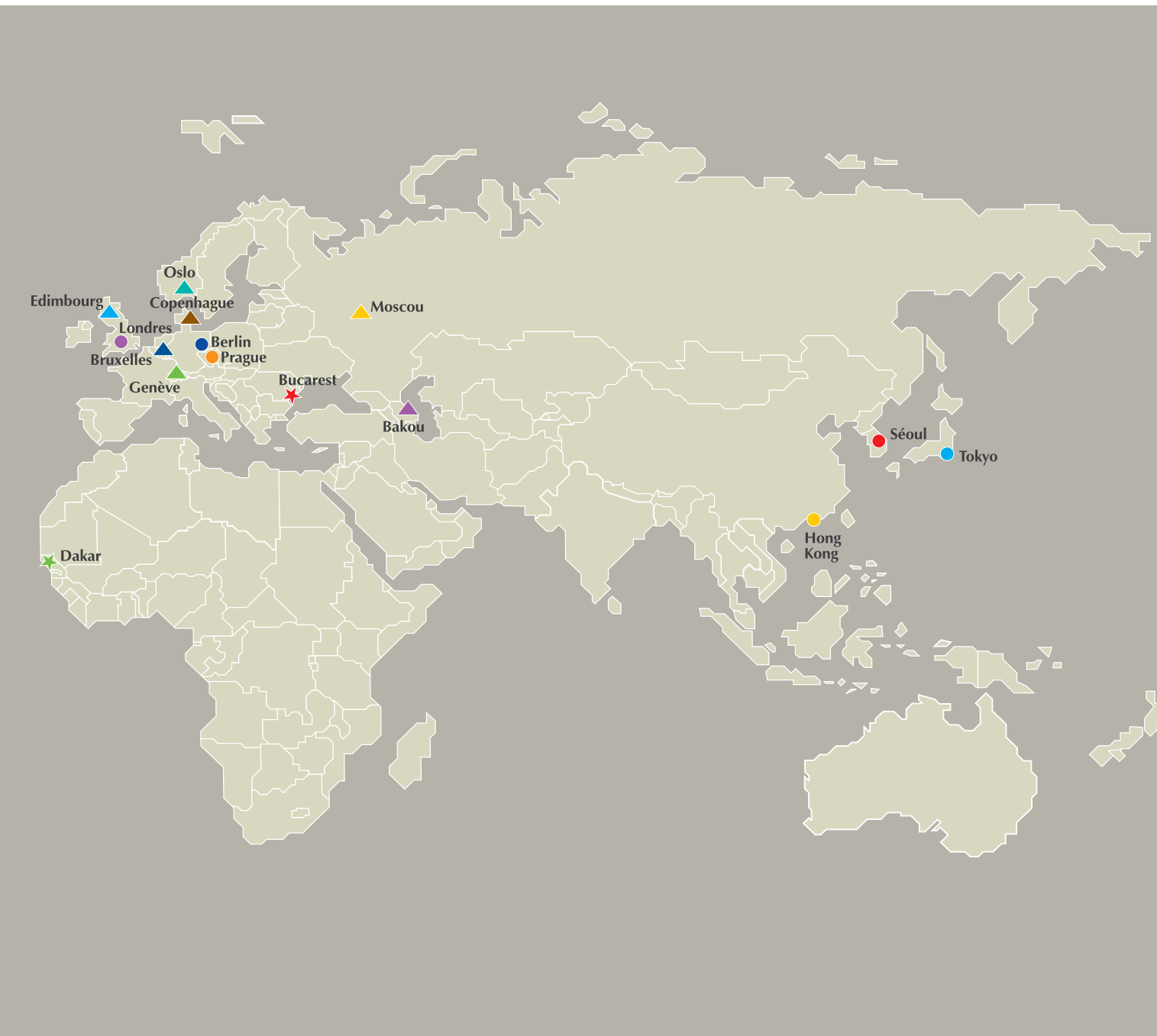
- vieillissement européen et politique familiale ;
- service social d'intérêt général ;
- pauvreté des enfants et des familles, inclusion sociale ;
- conciliation vie familiale/vie professionnelle,
- médiation familiale ;
- flexicurité : néologisme fréquemment employé pour désigner un système social conjuguant une grande facilité de licenciement pour les entreprises (flexibilité) à des indemnités longues et importantes pour les salariés licenciés (sécurité).



Les activités de la Cnaf dans le monde



- Montréal : analyse du développement local
- Séoul : crash démographique et politique familiale française d'accueil du jeune enfant
- Tokyo : crash démographique et politique familiale française d'accueil du jeune enfant
- Londres : coopération avec l'ambassade de Grande-Bretagne RSA et workfare
- Berlin : la nouvelle politique familiale allemande
- Prague : conférence de la famille tchèque
- Hong Kong : crash démographique et politique familiale française d'accueil du jeune enfant
- ▲ Montevideo, Buenos Aires : présidence et vice-présidence de la commission technique des allocations familiales Pauvreté des enfants dans le monde
- ▲ Edimbourg : commission des relations du couple et de la famille
- ▲ Oslo : réunion Aiss



Genève : Aiss - Bit



Copenhague : vice-présidence de la Commission technique des allocations familiales de l'Aiss – Secrétariat général de l'Aiss



Bruxelles : Esip – Reijf – Commission européenne – Représentation de l'État français à Bruxelles



Moscou : forum mondial de l'Aiss – Projet de coopération franco-russe



Bakou : demande de coopération



Dakar : appui à l'implantation d'un logiciel d'accueil du public



Bucarest : mission pour la création d'agence de paiement des prestations



LES COMPTES DE LA BRANCHE FAMILLE



Après trois ans de déficits, une situation excédentaire

➤ **46,2 milliards d'euros**
de prestations en faveur des familles

➤ **20 milliards d'euros**
d'aides contre la précarité

➤ **10,8 millions** d'allocataires

Les équilibres financiers



Après trois ans de déficits, la branche Famille retrouve une situation financière excédentaire en 2007, passant d'un déficit de 891 millions d'euros en 2006 à un excédent de 155,9 millions d'euros

La Cnaf centralise les données financières relatives aux politiques familiales mises en œuvre par son propre réseau et par divers régimes particuliers, mais aussi aux politiques de lutte contre la précarité auxquelles les Caf participent comme opérateurs.

Si les premières sont directement financées par les ressources de Sécurité sociale affectées à la branche Famille (cotisations sociales, contribution sociale généralisée...), les secondes relèvent *in fine* de l'État et des collectivités décentralisées, qui remboursent le montant des prestations servies par les Caf.

Le tableau ci-contre intègre ces deux grandes catégories d'interventions, présentées selon une grille « économique ». Le solde ainsi dégagé reprend toutefois bien le résultat de la branche Famille publié annuellement par la commission des comptes de la Sécurité sociale ; en effet, dans cette présentation, le montant des dépenses exposées pour le compte de l'État et des collectivités décentralisées est équilibré par le montant des recettes attendues à ce titre.

Concernant les dépenses, il faut ajouter aux 66,1 milliards d'euros de dépenses de prestations les dépenses de gestion courante de la branche Famille, dans lesquelles on trouve principalement les charges de personnels : un peu moins de 2 milliards d'euros, en progression de 1,4 % sur un an. On retrace enfin dans le poste « Autres dépenses » des charges exceptionnelles pour l'essentiel, en très forte progression en 2007. Le total des dépenses approche 70,7 milliards d'euros en 2007. Il progresse de 5,4 % par rapport à 2006.

Les recettes, qui totalisent 70,9 milliards d'euros en 2007, ont progressé plus rapidement que les dépenses, 7 % entre 2006 et 2007. On isole naturellement deux postes importants au sein des recettes. Le premier poste recouvre les cotisations sociales, les impôts et les produits affectés et reste dynamique : il progresse de 4,5 % en 2007, et s'élève à 47,95 milliards d'euros. Il s'agit essentiellement de cotisations sociales et de la Csg. L'évolution de ce premier poste de recettes est largement déterminée par la masse salariale qui s'est avérée aussi dynamique qu'en 2006, grâce au maintien du salaire moyen par tête et de la poursuite de l'amélioration de la situation du marché de l'emploi en 2007.

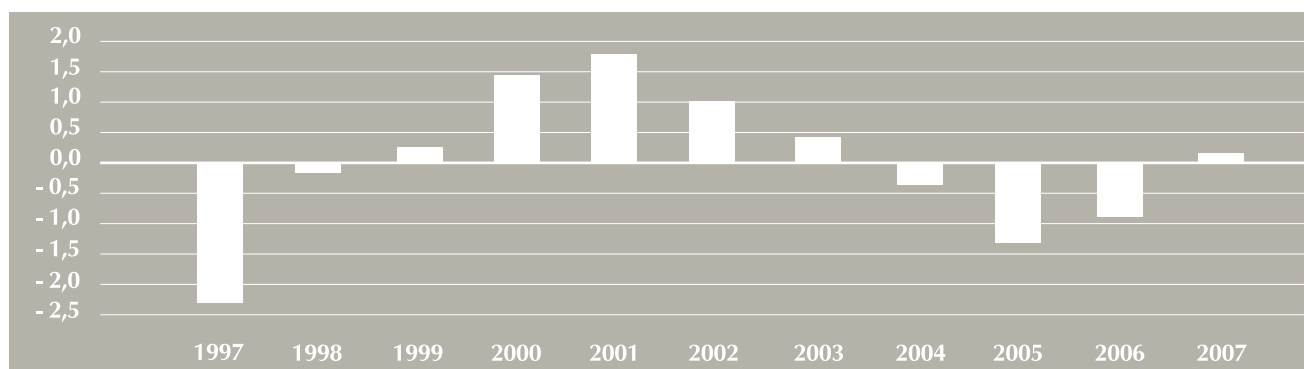
Le second poste important de recettes correspond aux transferts et aux contributions publiques et connaît une croissance plus modeste : 3,6 % à 19,9 milliards d'euros en 2007. Il s'agit d'une part du remboursement de prestations de lutte contre la précarité versées par les Caf : le dynamisme des recettes ne fait alors que refléter le dynamisme des dépenses. C'est notamment le cas du Rmi, géré pour le compte des conseils généraux, de l'Api et l'Aah gérés pour le compte de l'État dont les dépenses ont globalement augmenté de 4,1 % en 2007. Il s'agit d'autre part du financement par l'État d'une part des aides au logement qui ne sont pas réservées à des familles avec enfant (Als et Apl) : en 2007, la part du financement incombant à la branche Famille a, à nouveau, été relevée et il en résulte un moindre apport de recettes en provenance de l'État.



Les équilibres financiers (en millions d'euros)

	2007	2006	évol. 2006-2007
DÉPENSES	70 695,9	67 097,8	5,4 %
Prestations	66 131,4	64 364,9	2,7 %
Famille	46 153,2	44 988,2	2,6 %
Famille — aides directes	39 268,9	38 342,5	2,4 %
Famille — hors petite enfance et logement	19 057,3	18 665,5	2,1 %
Famille — petite enfance	12 845,2	12 314,3	4,3 %
Famille — logement	7 366,4	7 362,7	0,1 %
Famille — aides indirectes (Avpf, congé de paternité, majorations de pensions)	6 884,3	6 645,7	3,6 %
Précarité	19 978,2	19 376,6	3,1 %
Minima sociaux (Api, Rmi, Rso, Aah)	13 253,2	12 743,6	4,0 %
Aides au logement (allocataires sans enfants)	6 725,0	6 633,0	1,4 %
Dépenses de gestion courante	1 967,7	1 940,7	1,4 %
Autres dépenses	2 596,8	792,3	227,7 %
RECETTES	70 851,8	66 206,8	7,0 %
Cotisations sociales, impôts et produits affectés	47 950,0	45 871,0	4,5 %
Cotisations sociales effectivement versées	31 384,0	30 449,7	3,1 %
Cotisations sociales prises en charge par l'État, la Sécurité sociale ou le Forec	964,0	843,1	14,3 %
Csg	15 602,0	14 578,3	7,0 %
Autres impôts et produits affectés	0,0	0,0	%
Transferts et contributions publiques	19 922,7	19 237,8	3,6 %
Prise en charge de prestations par l'État ou les départements	13 282,7	12 764,1	4,1 %
Financement par l'État d'une partie des aides au logement	6 621,0	6 457,3	2,5 %
Autres transferts et contributions	19,0	16,4	15,7 %
Autres recettes	2 979,1	1 097,9	171,3 %
Solde	155,9	- 891,1	

Évolution du solde de la branche Famille (en millions d'euros)



Les dépenses de prestations et d'action sociale



En 2007, le total des prestations financées par la branche Famille, ou bien versées par les Caf pour le compte de l'État ou des conseils généraux, s'établit à environ 66,1 milliards d'euros, soit une progression de 2,7 % sur un an

Environ 46,2 milliards d'euros (soit 70 % du total) correspondent à des prestations en faveur des familles, dont 39,3 milliards d'euros sont versés directement aux familles par les organismes gestionnaires des prestations familiales. Les 6,9 milliards d'euros restants correspondent au financement de droits sociaux liquidés par la branche Maladie (congé de paternité) et la branche Vieillesse (Assurance vieillesse des parents au foyer et majorations de pensions pour les personnes ayant élevé au moins trois enfants).

Le montant des prestations dédiées à la petite enfance est de 12,8 milliards d'euros, soit une progression de 4,3 % sur un an. Cette progression s'est ralentie par rapport à 2006. Ceci s'explique par la fin de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant : les dépenses de prestations légales en faveur de la petite enfance sont ainsi en hausse de 4,5% en 2007, tandis qu'elles progressaient de l'ordre de 10 % en 2006. Les dépenses d'action sociale pour la petite enfance qui financent notamment une part importante des dépenses de fonctionnement des équipements collectifs (crèches, haltes-garderies), progressent de 3,2 % en 2007, après une progression très modérée en 2006, suite à la mise en place des nouveaux contrats « enfance et jeunesse ».

Les aides au logement versées à des familles avec enfants atteignent environ 7,4 milliards d'euros par rapport à 2006 (+ 0,1 %). Cette évolution des dépenses est à replacer dans le contexte d'une revalorisation des loyers plafonds et de l'abaissement du seuil de non-versement, et d'une quasi-stagnation du nombre de familles

bénéficiaires (+ 0,2 %). Les dépenses d'action sociale diminuent également (- 3,6 %).

L'ensemble des autres aides directes aux familles progresse à un rythme plus modéré à 2,1%. Par rapport à 2006, on note en particulier le recul de plusieurs prestations sous condition de ressources: l'évolution des ressources des ménages au cours de l'année 2007 a en effet conduit des foyers à passer au-dessus des plafonds d'attribution pour ce type de prestations. Les dépenses d'action sociale hors petite enfance et hors logement progressent plus nettement de 6,1 %, en particulier du fait du poste relatif aux temps libre des enfants et des familles, après une légère diminution en 2006.

L'autre grand poste de dépenses de prestations correspond aux aides **contre la précarité** : 20 milliards d'euros, en hausse de 3,1 % sur un an. Il représente à présent un peu plus de 30 % des dépenses de prestations (directes ou indirectes). L'évolution des aides contre la précarité s'explique par la progression ralentie des dépenses au titre des quatre minima sociaux versés par les Caf (hors contrats aidés + 2,2 % sur un an à 12,8 milliards d'euros), dans le contexte de la diminution du nombre de bénéficiaires (- 4,6 %).

Les aides contre la précarité recouvrent aussi les dépenses d'aides au logement en faveur d'allocataires sans enfants à charge, qui représentent 6,7 milliards d'euros (+ 1,4% sur un an). Comme pour les aides au logement versées aux familles, cette évolution modérée s'accompagne d'une faible progression du nombre de bénéficiaires (+ 1,2 %).



Les dépenses de prestations en 2007 (en millions d'euros)

	Dépenses de la branche Famille			Bénéficiaires de prestations légales directes au 31/12 champ Caf	
	2007 (en millions d'euros)	2006 (en millions d'euros)	Évolution 2006-2007 (%)	Effectifs 2007	Évolution 2006-2007 (%)
Prestations en faveur des familles	46 153	44 988	2,6	6 594,8	1,0
Prestations directes en faveur des familles	39 269	38 343	2,4	6 594,8	1,0
Prestations petite enfance	12 845	12 314	4,3	2 240,5	- 0,6
Allocation pour jeune enfant	2	288	-	0	-
Allocation parentale d'éducation	-1	442	-	0,2	-
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	286	838	- 65,9	105,5	- 52,1
Allocation de garde d'enfant à domicile	31	54	- 42,5	14,9	- 35,5
Prestation d'accueil du jeune enfant	10 593	8 818	20,1	2125,5	4,9
Action sociale petite enfance	1 934	1 874	3,2	-	-
Aides au logement en faveur des familles	7 366	7 363	0,1	2 373,7	0,2
Prestations légales logement	7 214	7 205	0,1	2 373,7	0,2
Action sociale logement	152	158	- 3,6	-	-
Autres aides directes aux familles	19 057	18 666	2,1	5 504,5	0,4
Allocations familiales	12 300	12 122	1,5	4 638,7	0,4
Complément familial	1 585	1 597	- 0,7	813,8	- 2,0
Allocation de soutien familial	1 181	1 099	7,4	711,8	4,1
Allocation d'éducation spéciale de l'enfant handicapé	607	568	7,0	145,4	-1,3
Allocation de présence parentale	54	40	35,4	4,7	6,8
Allocation de rentrée scolaire	1 381	1 390	- 0,6	2 797,8	- 1,4
Action sociale hors petite enfance et hors logement	1 647	1 553	6,1	-	-
Autres prestations (dont frais de tutelle)	301	297	1,4	-	-
Prestations indirectes en faveur des familles	6 884	6 646	3,6	-	-
Assurance vieillesse des parents au foyer	4 341	4 212	3,1	-	-
Majoration de pension vieillesse	2 291	2 185	4,9	-	-
Congé de paternité	252	248	1,4	-	-
Prestations de lutte contre la précarité	19 978	19 377	3,1	4 974	1,4
Minima sociaux	13 253	12 744	4,0	2 145,7	- 4,6
Revenu minimum d'insertion ⁽¹⁾	6 188	6 207	- 0,3	1 151,2	- 8,3
Allocation de parent isolé ⁽¹⁾	1 075	1 064	1,0	204,3	- 5,5
Allocation aux adultes handicapés	5 505	5 230	5,3	782	1,3
Revenu de solidarité	62	56	10,7	12	9,1
Revenu de solidarité active ⁽²⁾	1	-	-	2,5	
Contrats aidés et dispositif retour à l'emploi ⁽³⁾	422	186	126,9	288	
Aides aux logement en faveur de personnes sans enfants ⁽⁴⁾	6 725	6 633	1,4	3 332,2	1,2
Ensemble des prestations	66 131	64 365	2,7	10 768,2	0,5

(1) y compris primes forfaitaires (pour les dépenses).

(2) Rsa-Rmi et Rsa-API (champ Caf).

(3) Cirma, contrats d'avenir, et prime de retour à l'emploi (pour les dépenses), ensemble des allocataires bénéficiant d'une mesure spécifique d'aide au retour à l'emploi (pour les effectifs de bénéficiaires).

(4) y compris Aline : allocation d'installation étudiante (pour les dépenses).



LA CNAF, ÉTABLISSEMENT PUBLIC ET TÊTE DU RÉSEAU DES CAF



La Cnaf a 40 ans !

 **368 agents**

 **Près de 800 000 euros**
consacrés à la formation professionnelle

 **Près de 100 millions d'euros**
de budget de fonctionnement

Les instances politiques

Le conseil d'administration



Le conseil d'administration de la Cnaf définit la politique de la branche Famille de la Sécurité sociale, vote les budgets et contrôle l'application par le directeur et l'agent comptable des dispositions législatives et réglementaires ainsi que l'exécution de ses décisions. L'État le consulte en matière de réglementation

Composé de trente-cinq membres désignés pour cinq ans, le conseil d'administration fonctionne actuellement avec vingt-cinq membres, compte tenu de l'absence du Medef (Mouvement des entrepreneurs de France), de la Cgpm (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) et des représentants des professions libérales.

Délibérations du conseil d'administration

En 2007, le conseil d'administration s'est réuni treize fois. Il a donné cinq délégations à des commissions pour examiner des textes qui lui étaient soumis dans le cadre de la procédure d'urgence prévue par l'article R. 200-3 du Code de la Sécurité sociale.

Lors de ces dix-huit séances, il a notamment statué sur soixante et un projets de textes, dont quatre projets de lois, trente-sept projets de décrets et vingt projets d'arrêtés.

Projets de lois et textes législatifs et réglementaires :

- portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;
- en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ;

- relatif au financement de la Sécurité sociale pour 2008 ;
- pour le pouvoir d'achat ;
- concernant le revenu de solidarité active ;
- relatifs aux prestations légales : Paje, Api, Rmi, congé de paternité ;
- portant sur la revalorisation de certaines prestations en métropole, dans les Dom et à St-Pierre-et-Miquelon ;
- concernant les congés de soutien familial, de paternité, le partage des allocations familiales, l'obligation scolaire et les modalités d'évaluation des biens et des éléments de train de vie ;
- relatifs à l'action sociale : coordination des services sociaux, plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées et protection de l'enfance.

Opérations financières et comptables

Le conseil d'administration a adopté les budgets initiaux 2007 et rectificatifs 2006 du Fnas, du Fnga et de la gestion administrative de la Cnaf, l'arrêté du compte financier de la Cnaf pour 2006.

Il a pris connaissance de la décision de la Cour des comptes relative à la certification des comptes de la branche Famille.



Composition du conseil d'administration

Président Jean-Louis Deroussen Cftc → Vice-présidente Roselyne Lecoultre Upa

	Titulaires	Suppléants
Représentants des assurés		
Cgt	Marie-Joëlle Falcoz Jacqueline Farache Alain Giacomel	Monique Lefebvre Francis Mergel Pierre-Claude Monnier
Cgt-Fo	André Baissac Patrick Brillet Monique Cazedevals	Christian Fradet Jean-Claude Durupt Claudine Savary
Cfdt	Marie-Christine Foin Michel Langlois Jean-Claude Servais-Picord	Chantal Blaes Marie-Hélène Lambert Bruno Morin
Cftc	Jean-Louis Deroussen Marie-Madeleine Pattier	Christian Cailliau Annie Delcamp
Cfe-Cgc	Nadine Ducourtioux Sophie Simonpoli	Saliha Belkhir Gilbert Chauvet
Représentants des travailleurs indépendants		
Upa	Fabienne Munoz	Richard Puyal
Cnpl/Unapl		
Représentants des employeurs		
Upa	Serge Almeras Roselyne Lecoultre	Isabelle Bricard Agnès Hautin
Représentants des associations familiales		
Unaf	Laurent Clévenot Alain Feretti Christine Joyeux François Lebègue Georges Noharet	Stéphane Bernardelli Jean-Laurent Clochard Éric Comparat Jean-Loup Klœckner Marie-Christine Vazelle
Personnes qualifiées		
	Agnès Audier Aliette Gambrelle Aïssatou Sissoko Martine Vignau	
Représentants du personnel		
	Étienne Dabeedin Chantal Meslin Marie-Christine Pernet-Aliane	Christophe Grilo Christian Roblot-Coulanges Arlette Million
Assistent aux séances du conseil d'administration :		
Contrôleur général économique et financier		
	Michel Pinchon	
Commissaires du Gouvernement		
	Le directeur du budget ou son représentant Le directeur de la Sécurité sociale ou son représentant Le directeur général de l'action sociale ou son représentant	

Il a également décidé d'affecter le montant de l'écrêtement du fonds de roulement.

Représentation de la Cnaf dans les instances internationales

Le conseil d'administration a désigné ses représentants dans les instances extérieures.

Il a décidé de la composition des délégations chargées de le représenter dans les manifestations internationales.

Projets d'actes réglementaires Cnil

Le conseil d'administration a adopté l'acte réglementaire concernant le modèle modifié de gestion des ressources humaines Grh.

Décisions diverses

Le conseil d'administration a donné mandat au directeur pour signer l'acte notarié de cession de terrain à la fédération des Caf du Languedoc-Roussillon.

Il a examiné le projet d'avenant de la Convention d'objectifs et de gestion État/Cnaf et fait le bilan de l'opération de signature des contrats pluriannuels d'objectifs et de gestion 2005-2008. Il a adopté des orientations relatives à l'évolution du réseau (schéma directeur de la mutualisation et animation déconcentrée).

Il a décidé de la mise en place du cinquième plan crèches.

Enfin, le conseil d'administration a défini la campagne institutionnelle de communication de la branche Famille.

Travaux des commissions

Les sept commissions du conseil d'administration ont étudié les dossiers spécifiques relevant de leur compétence. Elles se sont réunies trente-six fois.

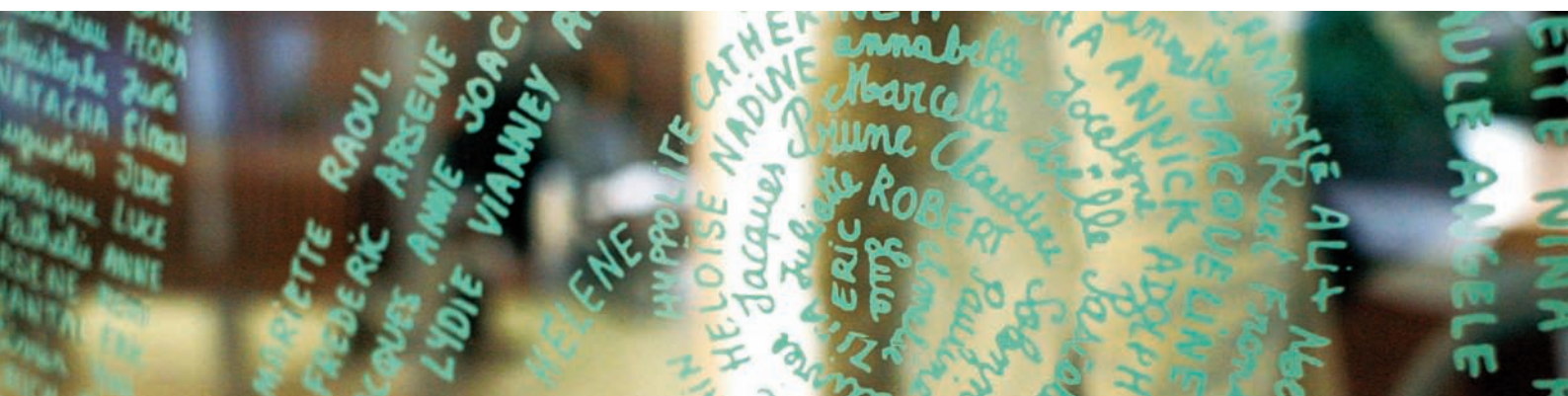
Commission d'administration générale (six réunions)

En matière budgétaire, la commission a adopté le budget rectificatif n° 1 du Fnga. Elle a pris connaissance du Fnga initial 2008 et budget 2008 de l'établissement public.

Dans le domaine immobilier, la Cag a délivré en 2007 des autorisations de programme pour de nombreux dossiers immobiliers des Caf (opérations de réhabilitation, de rénovation ou d'extension de locaux, création d'antennes ou de points relais). Elle a aussi donné des avis favorables à certaines opérations de vente.

Dans le domaine informatique, la commission a donné son accord pour la mise en place d'un système de visioconférence dans cent cinquante et un organismes de la branche Famille. La Cag a également adopté le plan d'équipement informatique.

Au cours de l'année 2007, la Cag et le Ca ont approuvé le schéma directeur de la mutualisation





Avis du conseil d'administration communiqués à la presse

> Partage des allocations familiales en cas de résidence alternée des enfants de parents divorcés ou séparés : avis favorable

Le 6 février 2007, les administrateurs de la Cnaf ont approuvé le projet de décret relatif aux modalités de partage des allocations familiales en cas de résidence alternée des enfants.

Plusieurs tendances représentées au conseil ont cependant regretté qu'une réflexion sur le partage de l'ensemble des prestations n'ait pas été engagée parallèlement.

> Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (Plfss) 2008 : avis défavorable

Le 2 octobre 2007, les administrateurs de la Cnaf ont émis un avis défavorable sur le Plfss 2008. Les avis ont été émis sur l'ensemble du projet de loi.

Plusieurs groupes ont cependant pris acte d'un certain nombre d'orientations positives concernant les mesures « Famille ». Il s'agit notamment du droit d'option ouvert entre la Prestation de compensation du handicap (Pch) et le complément d'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) pour les enfants de moins de 20 ans. Il s'agit également de la modulation de l'Allocation de rentrée scolaire (Ars). Les administrateurs se sont déclarés en attente de modalités d'application de ces mesures.

> Projet de décret revalorisant de 1 % les prestations familiales pour 2008 : avis défavorable et demande d'un coup de pouce

Le 6 novembre 2007, le conseil d'administration de la Cnaf a émis un vote défavorable au projet de revalorisation (...) des prestations familiales de 1% au 1^{er} janvier 2008.

Les administrateurs ont dénoncé une revalorisation purement mécanique et largement insuffisante pour maintenir le pouvoir d'achat des familles. Plusieurs groupes ont exprimé le souhait de la prise en compte d'un indice mixte qui, outre l'évolution du coût de la vie, intégrerait l'évolution des salaires et de la croissance.

Au-delà de ce vote, la quasi-unanimité des administrateurs a demandé aux pouvoirs publics « un coup de pouce » pour une revalorisation significative du montant des prestations servies aux familles.

> Xavier Bertrand aux administrateurs de la Cnaf : non à une étatisation de la branche Famille

Le 4 décembre 2007, les administrateurs de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) étaient réunis pour une nouvelle séance de leur conseil, en présence du ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité, Xavier Bertrand.

Xavier Bertrand a déclaré « son respect pour l'autonomie et la gouvernance de la branche Famille et son opposition à son étatisation ». Il a précisé que « le conseil supérieur de la Famille n'avait pas vocation à se substituer au conseil d'administration de la Cnaf ».

et le regroupement des caisses infra-départementales en une caisse nouvelle à l'horizon 2011. La Cag a approuvé le principe d'une étude sur l'animation déconcentrée du réseau.

Commission des prestations légales (six réunions)

Au cours de l'année, la commission des prestations légales a examiné de nombreux dossiers. Parmi ceux-ci, on peut citer des dossiers concernant :

- la famille : le partage des prestations familiales en cas de résidence alternée, l'enfant au cœur des nouvelles parentalités, l'état des lieux des différents dispositifs de congés parentaux, les prestations familiales et conjoints collaborateurs.
- le logement : les aides personnelles au logement, le taux d'effort des bénéficiaires des aides personnelles au logement ;
- les Dom : l'état des lieux des prestations légales, l'état des lieux du droit aux prestations familiales en faveur des employeurs et des travailleurs indépendants, l'état des lieux de l'allocation logement ;
- des éléments statistiques : l'évolution du nombre des bénéficiaires des prestations légales : les chiffres 2006, les éléments statistiques relatifs aux familles recomposées ;
- la simplification du mode d'acquisition des ressources annuelles.

Commission de la recherche et de la prospective (quatre réunions)

En 2007, la commission a pris connaissance des études sur les salaires des assistantes maternelles dans le cadre de l'évaluation de la Paje et sur les résultats de l'enquête du Credoc relative aux conditions de vie et aux aspirations des Français.

Les membres de la commission ont participé à la réflexion prospective sur la politique familiale.

Par ailleurs, pour encourager la recherche, un

jury a dispensé, comme chaque année, deux bourses doctorales et deux prix pour des mémoires de troisième cycle.

Commission des relations internationales (trois réunions)

La Cri (Commission des relations internationales) a examiné un projet de directive sur la médiation familiale et le lancement d'une étude sur les familles monoparentales en Europe.

Elle a pris connaissance du dossier relatif au service social d'intérêt général européen qui intéresse la branche Famille, notamment à travers des questions concernant les services en gestion directe, les services à la personne et les services pour la petite enfance (crèches d'entreprises et entreprises de crèches)...

Elle a pris acte d'un projet de charte de coopération internationale préparé par un groupe de travail piloté par le Gip « Santé protection sociale internationale ».

Commission d'action sociale (dix réunions)

En 2007, la commission a procédé à l'examen de nombreux dossiers.

Dans le domaine de la famille, elle a pris connaissance du partenariat entre la branche Famille et les entreprises de crèche.

Elle a émis un avis favorable à la mise en place du cinquième plan crèches.

Elle a pris acte du rapport du centre d'analyses stratégiques sur le service public de la petite enfance et pris connaissance des expérimentations relatives à l'offre de service petite enfance conduites par les Caf.

Elle a entendu le bilan sur la mise en œuvre de la réforme des Contrats « enfance et jeunesse ».

La Cas s'est déclarée favorable à la mise en place du Facej (fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse) pour les gestionnaires d'équipements en difficulté pour signer un Cej avec une Caf.



La commission a adopté la possibilité pour les Caf d'étendre le bénéfice des aides financières individuelles aux parents non allocataires en cas de résidence alternée de leurs enfants

Dans le domaine de la solidarité, la Cas a décidé de financer cinq associations nationales.

La commission a pris connaissance des résultats de l'enquête sur le travail social. Cette étude servira de base pour des propositions sur les missions de cette profession au sein de la branche Famille.

Par délégation du conseil d'administration, elle a émis un avis favorable au projet de décret relatif aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées et à celui relatif à la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives.

Par ailleurs, la commission a attribué une aide exceptionnelle de 1,5 million d'euros à la Caf de la Martinique après le passage du cyclone Dean.

Enfin, la Cas a émis un avis favorable sur le budget primitif du Fnas (fonds national d'action sociale) pour 2008.

Commission de financement (quatre réunions)

La commission de financement a examiné au cours de ses réunions :

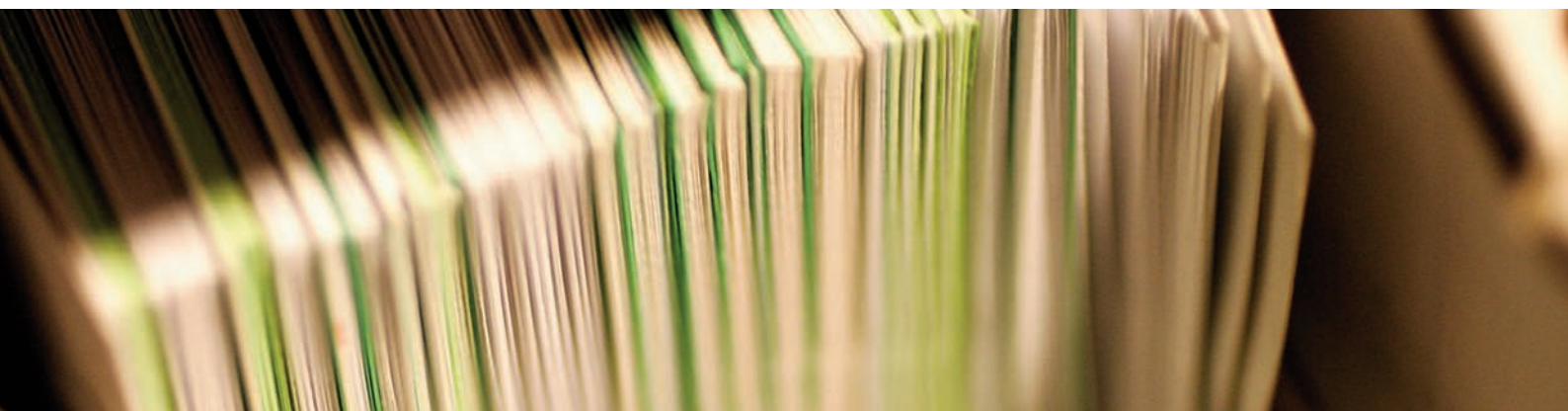
- les décisions de la Cour des comptes relatives à la certification des comptes de la branche Famille et le plan d'action en vue de la certification des comptes 2007 ;
- les comptes 2007 de la branche Famille, qui, après trois années déficitaires, sont excédentaires de 152 millions d'euros ;
- la situation de la trésorerie : le solde de trésorerie s'établit à 1 427 millions d'euros au 31 décembre 2007. On note une bonne tenue du solde de trésorerie au cours du premier semestre 2007, et une légère dégradation au cours de la seconde partie de l'année.

Commission de l'information et de la communication (trois réunions)

En 2007, la commission de l'information et de la communication a accueilli favorablement le principe d'une campagne de communication institutionnelle vers les médias radio et web et donné son accord pour les thèmes proposés.

Elle a pris acte de la nouvelle formule de la *Lettre des allocations familiales*.

La Cic s'est déclarée favorable à un partenariat avec la Commission de la sécurité des consommateurs et souhaite établir une doctrine en matière de partenariat.



Le conseil de surveillance



Le conseil de surveillance de la Cnaf est chargé de suivre l'exécution de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) conclue entre la Cnaf et l'État pour une période de quatre ans. Il transmet tous les ans son avis au Parlement, au moment de l'examen du projet de loi de finances de la Sécurité sociale

Le conseil de surveillance est composé de vingt-neuf membres, représentant l'Assemblée nationale, le Sénat, les collectivités locales, des organismes œuvrant dans le domaine économique et social et en faveur des populations les plus démunies, ainsi que des personnalités qualifiées.

Il est présidé par Nicolas About, président de la commission des affaires sociales du Sénat.

Le 4 octobre 2007, le conseil de surveillance a pris connaissance du bilan d'étape 2006 de la convention d'objectifs et de gestion pour la période 2005-2008. Il a également pris en compte le constat de la Cour des comptes la conduisant à « ne pas être en mesure d'exprimer une opinion sur les comptes de la Cnaf pour l'année 2006 ».

Enfin, Tns Sofres a présenté les résultats de l'enquête nationale de satisfaction des allocataires.

À l'issue de cette séance, le conseil de surveillance a émis un avis sur le bilan d'étape 2006 de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) à l'attention des deux assemblées parlementaires, dont voici quelques extraits :

« Le bilan d'étape 2006 [...] de la convention d'objectifs et de gestion 2005-2008 fait apparaître d'incontestables avancées dans la réalisation des objectifs prévus mais également un certain nombre d'insuffisances, auxquelles il conviendra impérativement de remédier en 2007 et 2008 [...] ».

On a ainsi enregistré une nouvelle progression dans l'objectif d'accroissement de la performance de gestion fixé par la Cog :

- les résultats sur la qualité du service rendu aux allocataires, conformes aux objectifs de la Cog, sont notamment marqués par une amélioration

des délais de traitement des dossiers et de réponse aux appels téléphoniques ;

- les efforts de productivité ont permis de respecter les contraintes budgétaires fixées par la Cog. Néanmoins, la mise en œuvre des objectifs de mutualisation et de meilleure structuration du réseau des Caf, prévus par la Cog, est en retard sur les échéances fixées. Elle devra donc être sensiblement accélérée au cours des prochains mois.

La branche a, par ailleurs, fait un certain nombre d'efforts pour mieux maîtriser ses risques et lutter contre la fraude, ce qui a notamment permis d'améliorer le taux de détection de celle-ci. Mais ces actions doivent être amplifiées compte tenu des montants en jeu, comme l'a souligné la Cour des comptes dans ses derniers rapports.

Ce constat a en particulier conduit la Cour des comptes à « ne pas être en mesure d'exprimer une opinion sur les comptes de la Cnaf » pour l'année 2006, autrement dit à être dans l'impossibilité de certifier ses comptes. Il est donc nécessaire, pour que les comptes 2007 soient certifiés, que les efforts amorcés soient amplifiés dans les différents domaines où la Cour des comptes a relevé des insuffisances :

- le domaine comptable : en sécurisant la production du chiffre, en améliorant les interfaces comptables avec les différentes applications de gestion et en renforçant l'audit financier ;
- le domaine du contrôle interne : en mettant en place une évaluation fiable de la politique des risques, en disposant d'un référentiel et d'un répertoire national des allocataires, en instaurant une procédure de contrôles approfondis ;
- le domaine des sécurités informatiques : en renforçant le suivi des projets et en améliorant la gestion des habilitations [...]. »



Composition du conseil de surveillance

Président Nicolas About > Vice-présidente Marie-Jo Zimmermann

■ **Assemblée nationale**

Marie-Françoise Clergeau – Gérard Gaudron – Marie-Jo Zimmermann

■ **Sénat**

Nicolas About – Claire-Lise Campion – Alain Gournac

■ **Association des maires de France**

Claude Dilain

■ **Assemblée des départements de France**

Michel Mercier

■ **Comité national des retraités et des personnes âgées**

Jacqueline Bellanger – Maurice Paris – Dominique Sechet

■ **Association des paralysés de France**

Jean-Marie Barbier

■ **Union nationale des associations de parents et amis des personnes handicapées mentales**

Régis Devoldere

■ **Secours catholique**

Gilbert Lagouanelle

■ **ATD Quart-Monde**

Pierre Saglio

■ **Secours populaire**

Julien Lauprêtre

■ **Armée du salut**

Alain Duchêne

■ **Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale**

Nicole Maestracci

■ **Fédération nationale des familles de France**

Henri Joyeux

■ **Confédération syndicale des familles**

Christian Zytynski

■ **Familles rurales**

Thierry Damien

■ **Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés**

François Martin

■ **Fédération des associations de conjoints survivants**

Dominique Arviset

■ **Union sociale pour l'habitat**

Dominique Dujols

■ **Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France**

Pierre Garnier

■ **Personnalités qualifiées**

Élisabeth Dufourcq – Michel Lagrave – Michel-Louis Lévy – Michel Villac

Le fonctionnement de la Cnaf



Si la plupart des directions de la Cnaf travaillent pour la branche Famille dans son ensemble, le secrétariat général assure le fonctionnement général de l'établissement public. Il met en œuvre la politique des ressources humaines, le budget (achats, marchés publics, contrôle interne, contrôle de gestion) ; il gère également la logistique de l'entreprise (maintenance mobilière et immobilière, documentation, archives, assistance bureautique, courrier, etc.)

Gestion des ressources humaines

Effectifs

Au 31 décembre 2007, la Cnaf comptait un effectif de 368 agents dont 73 % de cadres.

La répartition entre hommes et femmes est de 38 % pour les premiers et de 62 % pour les secondes.

26 personnes ont été embauchées au cours de l'année, dont 3 par contrat à durée déterminée et 18 agents ont quitté la Cnaf, dont 14 pour prendre leur retraite.

La moyenne d'âge du personnel titulaire est de 47,2 ans ; 72 % des salariés ont entre 40 et 64 ans.

La pyramide des âges

139 hommes et 229 femmes composent l'établissement public :

20 – 24 ans : 1
25 – 29 ans : 18
30 – 34 ans : 39
35 – 39 ans : 45
40 – 44 ans : 30
45 – 49 ans : 69
50 – 54 ans : 69
55 – 59 ans : 69
60 – 65 ans : 28

Formation

Les crédits consommés au titre de la formation professionnelle s'élèvent à 789 892 euros. 183 agents ont bénéficié d'au moins une formation en 2007 ; 5 753 heures ont été consacrées à la formation professionnelle.

Les formations ont essentiellement porté sur les techniques d'expression écrite et orale, le développement des compétences professionnelles, le perfectionnement aux outils bureautiques et statistiques.

Organisée pour répondre à un engagement de la Cog, une formation à la maîtrise d'ouvrage a débuté en 2007, visant à favoriser la transversalité entre directions.

Le programme de formation des managers destinés à renforcer leurs capacités managériales s'est poursuivi. La formation portant sur les entretiens annuels d'évaluation et d'accompagnement (Eaea), engagée en 2006 s'est prolongée en 2007. Les managers ont pu suivre deux autres modules en fin d'année : l'animation d'équipe et la gestion des situations difficiles, selon les vœux émis lors de la première formation.

7 agents ont par ailleurs bénéficié d'un Dif (Droit individuel à la formation) pour un total de 210 heures.



Les 40 ans de la Cnaf

En 2007, la Cnaf a fêté ses 40 ans. C'est en effet en 1967 que la Caisse nationale de Sécurité sociale est supprimée, remplacée par une caisse nationale par branche dont la Caisse nationale des allocations familiales.

Cet anniversaire a été l'occasion de célébrer la caisse nationale en tant qu'établissement public et tête de réseau ainsi que l'ensemble de ses salariés sans oublier le conseil d'administration.

Trois événements ont marqué cet anniversaire :

- une soirée avec les administrateurs actuels et passés, le 27 septembre où sont intervenus J.-L. Deroussen président du conseil d'administration de la Cnaf, J.-F. Montes, archiviste, M. Lagrave, président du comité d'histoire de la Sécurité sociale, B. Fragonard, directeur de la Cnaf de 1980 à 1987 ;
- une journée pour les salariés, avec une visite décalée du bâtiment de la Cnaf, suivie d'une projection du film *Le Premier Cri*, sur la naissance à travers le monde, le 23 octobre ;
- le lancement de conversations autour de la famille et de la politique familiale, portant des regards complémentaires sur les quarante années écoulées et les grands défis des prochaines années. La première conversation « Jeunes et vieux : conflits ou solidarité » s'est déroulée le 12 décembre 2007 à Paris, en présence du démographe D. Blanchet, et du sociologue L. Chauvel. D'autres conversations sont prévues pour 2008.

Dans la perspective d'une meilleure connaissance et collaboration avec le réseau des Caf, 10 agents de la Cnaf ont bénéficié d'un stage en Caf.

Gestion financière

Budgets

Le montant du budget de fonctionnement s'établit à 97 962 455 euros.

Le montant du budget des opérations en capital s'élève à 931 750 euros.

Pour l'établissement public, les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2007 (hors amortissement, hors provisions et hors Cnedi) sont de 46 835 892 euros, soit un taux d'exécution budgétaire de 86 %. Leur exécution reste stable, comparée à celle de 2006.

S'agissant de la masse limitative du personnel, le taux d'exécution ressort à 91,38 % correspondant à un montant total de 28 236 112 euros, soit une hausse de 4,3 % (+ 1 176 071 euros) par rapport à l'exercice 2006.

Les projets informatiques en 2007 ont fait l'objet d'une exécution à 86,5 %.

Marchés

Intégration des modifications du Code des marchés publics de 2006

Suite à la réforme du Code des marchés publics de 2006, le service des marchés a diligenté les procédures conformément aux dispositions du nouveau Code.

Concrètement, toute procédure est initialisée désormais par une demande d'achat, accompagnée d'une annexe actualisée, afin de cerner le besoin au mieux, permettant ainsi de proposer aux directions techniques la procédure la plus appropriée à la nature du marché. Cette démarche vient en appui des directions techniques sur la formalisation du besoin.

De plus, le service des marchés a poursuivi en 2007 l'intégration des objectifs du Code dans les marchés, par exemple en favorisant l'allotissement (division d'un marché en plusieurs lots pouvant être attribués à des prestataires différents) chaque fois que cela était possible.

Sur un plan plus général, la dématérialisation est un des objectifs nationaux de modernisation de l'achat public. À cet égard, le service des marchés est largement impliqué dans la

démarche, notamment par l'envoi systématique de l'avis de publicité par voie électronique, et le téléchargement du dossier de consultation des entreprises sur une plate-forme de dématérialisation. L'information des entreprises est assurée par l'avis de publicité, qui précise l'adresse à laquelle le dossier de consultation peut être téléchargé. De même, les échanges électroniques avec les directions s'amplifient par le biais de l'utilisation de Balf et d'espaces partagés.

Mise en œuvre des politiques de l'établissement

• **Contrôles**

Contrôle externe : deux dossiers ont été soumis pour avis à la Commission des marchés publics de l'État en 2007. Il s'agit du marché d'acquisition d'unités centrales et du marché de prestations intellectuelles sur l'évolution du système de production des allocations familiales.

Contrôle interne : le service des marchés a actualisé les procédures d'appel d'offres ouvert et d'appel d'offres restreint figurant au plan de contrôle interne.

• **Évolution des missions du service**

La gestion centralisée des attestations fiscales et sociales des fournisseurs est assurée par le service des marchés pour l'ensemble de l'établissement au moyen d'une application dédiée.

Le service des marchés a reçu en 2007 compétence pour traiter la commande des marchés consécutifs aux accords-cadres de l'établissement public.

Achats

Point d'entrée unique des 1 700 demandes d'achat réceptionnées et traitées au cours de l'année, le service des achats a recherché et mis en œuvre les procédures les mieux adaptées à l'expression du besoin des directions techniques de la Cnaf.

Son objectif est de fournir rapidement un service de qualité dans le respect du Code des marchés publics et de la réglementation particulière applicable aux établissements publics. Soixante-seize marchés de fournitures et de services, de montants inférieurs à 90 000 euros HT, ont été réalisés sous la forme de procédures adaptées et de consultations simplifiées.

La rencontre annuelle des présidents de Caf à Deauville et le quarantième anniversaire de la Cnaf ont été les points marquants de l'année 2007.

Logistique

Le département des moyens généraux élabore, met en place, gère et assure le suivi de tous les moyens matériels, logistiques, techniques et administratifs qui donnent à l'établissement public un cadre de vie professionnel satisfaisant et suffisamment efficace pour qu'il puisse exercer convenablement sa mission.

Les grandes fonctions du département des moyens généraux sont :

La gestion du fonctionnement du bâtiment et des équipements de la Cnaf :

- l'entretien et les travaux, le génie climatique (chaud et froid) ;
- les ascenseurs ;
- le nettoyage et la propreté ;
- les contrôles techniques ;
- la sécurité et la sûreté du bâtiment ;



Contrôle interne

L'ensemble des activités du secrétariat général a été conduit dans le respect des procédures élaborées par le contrôle interne.

La participation aux différents processus comme la certification des comptes ou l'amélioration des sécurités informatiques, a été au centre des activités de ce service pour 2007.



- les équipements de l'entreprise (reprographie, téléphoniques...);
- la maintenance (consommables informatiques);
- le mobilier...

Les services permettant de faire fonctionner l'entreprise :

- le courrier ;
- la gestion des archives publiques (centre régional d'archives intermédiaires d'Arpajon Essonne) ;
- la reprographie ;
- l'assistance bureautique ;
- le secrétariat des commissions du Conseil d'administration ;
- le standard ;
- l'accueil.

La documentation

Pour mener ses recherches et proposer ses produits documentaires, le service Documentation a travaillé aux spécifications du logiciel documentaire Flora tout au long de l'année afin de regrouper les 30 000 références réparties à travers l'ensemble de ses bases de données. Dès 2008, Flora sera mis à la disposition des agents de la Cnaf et des Caf pour leur offrir la recherche et la consultation en ligne du fonds documentaire. En 2007, le service documentation s'est également investi sur le P2I (Portail intranet institutionnel) et l'Intranet directeurs.

Le département des moyens généraux en quelques chiffres :

Le service de la documentation

- 52 revues de presse hebdomadaires diffusées (320 destinataires) ;
- 252 revues de presse quotidiennes diffusées (10 destinataires) ;
- 290 recherches effectuées ;
- 258 agents accueillis en salle de consultation ;
- 52 lettres d'actualité électroniques.

Le service du secrétariat des commissions du conseil d'administration

- procès-verbaux des 36 réunions des 7 commissions ;
- procès-verbaux des 18 réunions du conseil d'administration.

L'assistance bureautique

- réalise la mise en page de la revue *Recherches et prévisions* ;
- la scannérisation des documents, les imprimés Cerfa (plus de 600 documents traités dans l'année).

La reprographie

- 50 000 photocopies couleur ;
- 3 millions de photocopies noir et blanc.

L'accueil

- 150 personnes accueillies en moyenne chaque jour ;
- 27 000 personnes par an ;
- 1 500 réservations de salle de réunion ;
- 60 réservations (1.300 personnes) dans les salons de réception.

Le courrier

- 48 000 courriers ont été reçus ;
- 24 000 courriers ont été expédiés

La maintenance

- 1 500 interventions de maintenance et d'entretien de l'immeuble ont été sollicitées.

Les archives

- 2 km d'archives ont été traitées, 14 tonnes détruites.

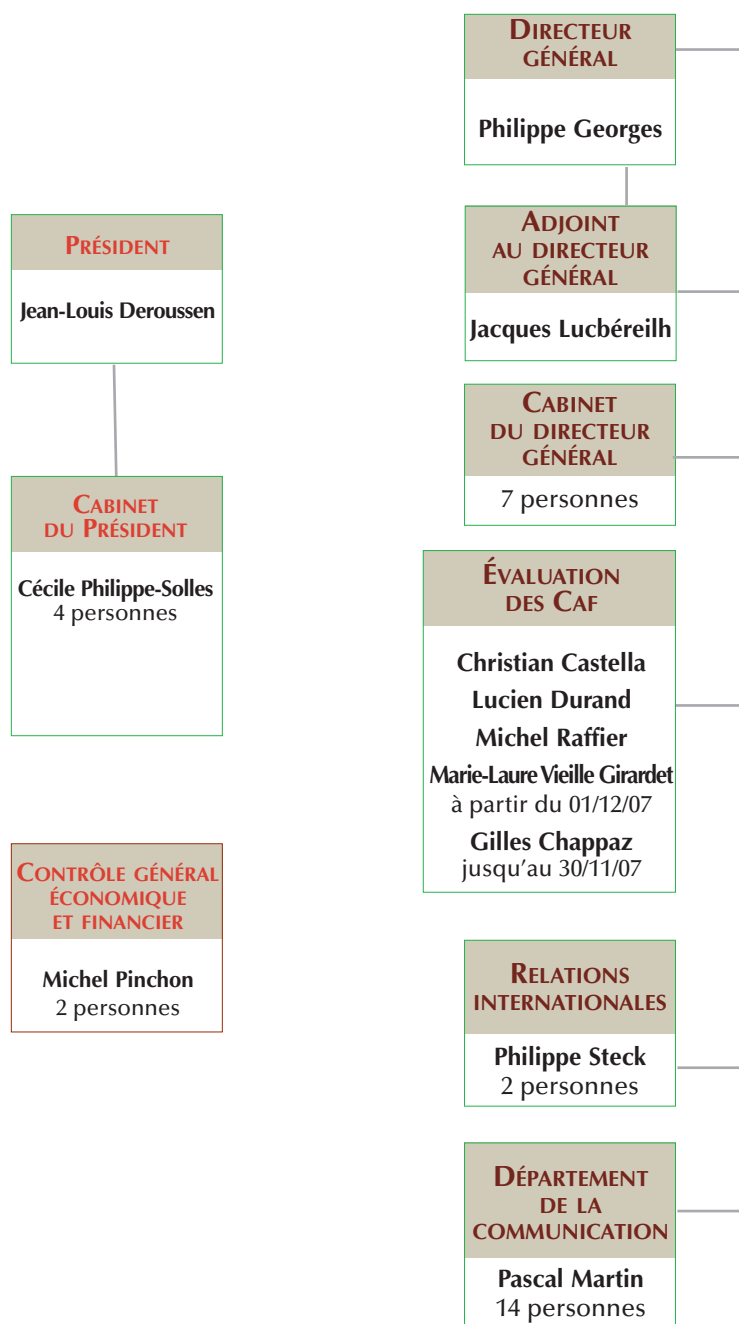
Le développement durable

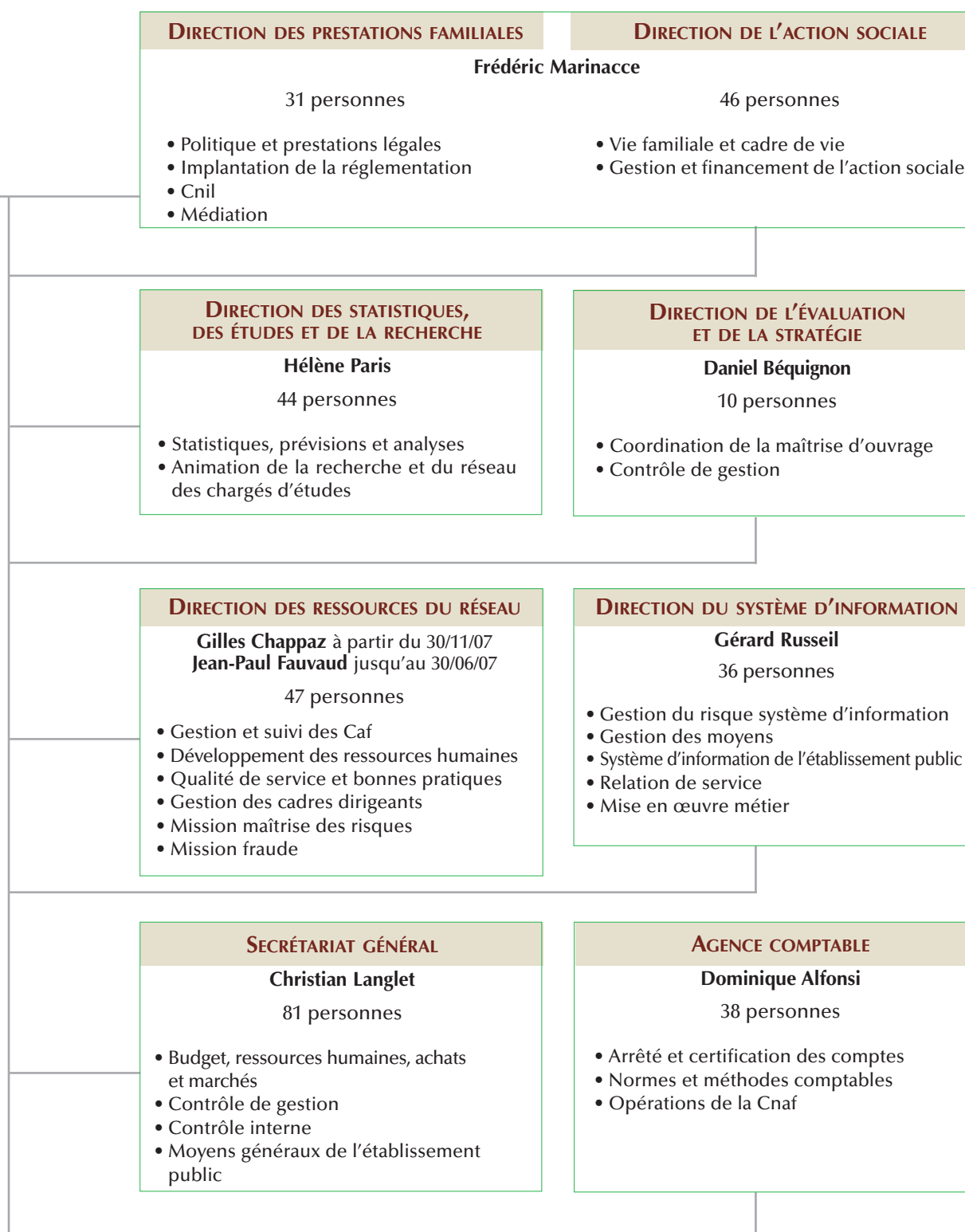
La Cnaf s'engage dans une démarche du développement durable tant sur le plan social que sur le plan environnemental.

Ainsi, elle a introduit une clause sociale visant à l'insertion des personnes en difficulté lors de la passation du marché de restauration collective.

Sur le plan environnemental, la Cnaf a mis en place une collecte spécifique pour les cartouches d'écrans des différentes imprimantes et a planifié une collecte sélective pour le recyclage des déchets. Elle a remis les matériels informatiques et les mobiliers de bureaux aux services des Domaines afin d'être vendus pour être réutilisés ou recyclés. Elle a également développé l'utilisation de papier recyclé dans le cadre d'un marché passé avec l'Ugap (Union des groupements d'achats publics). Enfin, elle a réalisé un suivi des consommations des différents fluides et sources d'énergie avec la Société assurant la maintenance multitechnique du bâtiment, afin de réduire la consommation et les coûts.

L'organigramme de la Caisse nationale des Allocations familiales au 31 décembre 2007





Liste des sigles utilisés

Aah	Allocation aux adultes handicapés
Acoss	Agence centrale des organismes de Sécurité sociale
Adecri	Association pour le développement et la coordination des relations internationales
Adil	Agence départementale pour l'information sur le logement
Adres	Accompagnement du développement de la relation de service
Aei	Aide exceptionnelle à l'investissement
Aeeh	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
Afc	Aides financières collectives
Afi	Aides financières individuelles
Aiss	Association internationale de la Sécurité sociale
Alf	Allocation de logement à caractère familial
Als	Allocation de logement à caractère social
Alt	Allocation de logement temporaire
Ape	Allocation parentale d'éducation
Apf	Association des paralysés de France
Api	Allocation parent isolé
Apje	Allocation pour jeune enfant
Apl	Aide personnalisée au logement
Apriles	Agence des pratiques et initiatives locales
Ars	Allocation de rentrée scolaire
Asf	Allocation de soutien familial
Assédic	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
Atl	Aide aux temps libres
Avpf	Assurance vieillesse des parents au foyer
Bmaf	Base mensuelle des allocations familiales
Caf	Caisse d'Allocations familiales
Cas	Centre d'analyse stratégique
Cav	Contrat d'avenir
Ccmsa	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
Cecodhas	Conseil national de l'habitat européen
Cej	Contrat enfance et jeunesse
Certi	Centre régional de traitement informatique
Cias	Comité international d'action sociale
Cirma	Contrat d'insertion – revenu minimum d'activité
Clca	Complément de libre choix d'activité
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnamts	Caisse nationale d'Assurance maladie des travailleurs salariés
Cnamvts	Caisse nationale d'Assurance vieillesse des travailleurs salariés
Cnas	Comité national d'action sociale
Cnedi	Centre national d'études et de développement informatique
Cnil	Commission nationale de l'informatique et des libertés
Cnsa	Caisse nationale de Solidarité pour l'autonomie
Cog	Convention d'objectifs et de gestion
Colca	Complément optionnel de libre choix d'activité
Cof	Comité d'orientation formation
Cpam	Caisse primaire d'Assurance maladie
Cpnefp	Comité paritaire national de l'emploi et de la formation professionnelle
Cpog	Contrats pluriannuels d'objectifs et de gestion
Credoc	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
Csf	Congé de soutien familial
Cucs	Contrats urbains de cohésion sociale



Daïpe	Dispositif de l'aide à l'investissement pour la petite enfance
Dipe	Dispositif d'aide à l'investissement petite enfance
Dguhc	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction
Dom	Départements d'outre-mer
Dsi	Direction du système d'information
Esat	Établissement ou services d'aide par le travail (ex-Cat)
Esip	European Social Institutions Platform
Facej	Fonds d'accompagnement au contrat « enfance et jeunesse »
Favec	Fédération des associations de conjoints survivants
Fipe	Fonds d'investissement pour la petite enfance
Fjt	Foyer de jeunes travailleurs
Fnas	Fonds national d'action sociale
Fnath	Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés
Fnga	Fonds national de gestion administrative
Fsl	Fonds de solidarité logement
Ged	Gestion électronique des documents
Grh	Gestion des ressources humaines
Hlm	Habitation à loyer modéré
Ins	Instance nationale de suivi du protocole d'accord du 30 novembre 2004
Lad	Lecture automatisée des documents
Laep	Lieux d'accueil enfants-parents
Msa	Mutualité sociale agricole
Nir	Numéro d'inscription au répertoire
Ocde	Organisation de coopération et de développement économique
Odas	Observatoire national de l'action sociale décentralisée
Omf	Organisation mondiale de la famille
Ospe	Offre de service petite enfance
Paippe	Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
Pch	Prestation de compensation du handicap
Pdalpd	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées
Pif	Points informations familles
Pja	Prêt jeunes avenir
Plfss	Projet de loi de financement de la Sécurité sociale
Prm	Pôle régional mutualisé
Psej	Prestation de service du contrat « enfance et jeunesse »
Psu	Prestation de service unique
Ram	Relais assistants maternels
Reaap	Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
Reif	Représentation française des institutions de Sécurité sociale à Bruxelles
Rma	Revenu minimum d'activité
Rmi	Revenu minimum d'insertion
Rndc	Recueil national des données des caisses
Rsa	Revenu de solidarité active
Sias	Système d'information de l'action sociale
Sid	Système d'information décisionnel
Smic	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
Tacis	Technical assistance for the commonwealth of independent states
Tpsa	Tutelle aux prestations sociales adultes
Tpse	Tutelle aux prestations sociales enfant
Ucanss	Union des caisses nationales de Sécurité sociale
Ugap	Union des groupements d'achats publics
Urssaf	Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales



Caisse nationale des Allocations familiales
32 avenue de la Sibelle
75685 Paris cedex 14
www.caf.fr